



Lettre 40 – Septembre 2022

Plusieurs cercles de silence reprennent en France après une période de vacances. Je signale cependant qu'actuellement, cette lettre n'est envoyée qu'à une cinquantaine de cercles de silence. Je ne dispose pas des courriels des autres... s'il y en a qui fonctionnent, ou alors je ne dispose pas de leur courriel. Si vous avez connaissance de ces cercles veuillez m'adresser leur courriel afin que je leur communique cette lettre... s'ils le désirent. Nous sommes loin des 150 cercles qui fonctionnaient dans les premières années entre 2008 et 2010 !

Le deuxième bimensuel de septembre n'arrivera que dans les premiers jours d'octobre. Je vous prie de m'en excuser.

Michel Girard

Cercles de silence.....	3
Paris.....	3
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	3
Plaisir	3
France.....	3
Des migrants traumatisés à vie par les violences	3
ALFORTVILLE.....	4
Boisseuil.....	5
Boulogne sur Mer.....	5
Cotentin.....	6
Gentilly.....	6
Giromagny nord de Belfort.....	7
Isère.....	7
Isle d'Abeau.....	8
Joigny.....	8
Loon-Plage.....	9
Mayotte	9
Montpellier.....	10
Régny.....	10
Rennes.....	10
Saint-Jean-de-la-Ruelle.....	11
Strasbourg	11
Toulouse	11

Urrugne	12
MANCHE	12
MÉDITERRANÉE.....	13
Geo Barents.....	13
Open Arms Uno	13
Ocean Viking.....	13
Sea-Eye 4	14
Sea Watch 3.....	14
Le Humanity 1	14
Life Support.....	14
UNION EUROPÉENNE.....	14
Allemagne	14
Belgique	15
Danemark.....	16
Espagne	16
Canaries.....	16
Grèce,.....	17
Hongrie.....	18
Italie	18
Sardaigne.....	19
Lituanie	19
Malte	20
Pays-Bas.....	20
Suède.....	21
Vatican.....	21
ONU – Organisation internationale pour les migrants.....	22
EUROPE	22
Balkans.....	22
Biélorussie.....	22
Royaume-Uni.....	23
AFRIQUE	24
Algérie.....	24
Guinée	25
Maroc	25
Ouganda	25
SAHARA	25
Tunisie.....	26
AMERIQUES	27
Cuba – USA	27

ASIE.....	28
Liban	28
Turquie.....	28
A VOIR – A LIRE - <i>Témoignage</i>	28

CERCLES DE SILENCE

PARIS



Un **Cercle de Silence Exceptionnel** qui aura lieu en hommage à Marie-Odile Mougin, le **7 octobre 2022** à Paris, devant la symbolique Église St Bernard. Ce cercle sera suivi d'une prestation de la chorale "Voix Rebelles" dont faisait partie Marie- Odile.

Marie Odile Mougin, décédé en décembre 2021 fut **co-fondatrice du cercle de silence de paris** qui réunit depuis maintenant 14 ans, face au conseil d'État, place du palais-royal (paris 1^{er}), des personnes en signe de protestation contre les traitements inhumains réservés aux migrants. Elle fut une militante inlassable sur le quartier de la goutte d'or ou elle habita de 1978 à la fin des années 90.

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

Le rapport rétention 2021 sortira dans son intégralité (comprenant la partie nationale sortie le 17 mars dernier et les parties par centre de rétention administrative), le **mercredi 14 septembre 2022**.

PLAISIR

Il est actuellement réservé aux « retenus » **malades du Covid** en région parisienne ; ces personnes attendent dans le dénuement et l'isolement (seule la cabine téléphonique du CRA est leur lien avec l'administration française, et aussi avec leur famille) qu'ils puissent retourner guéris dans leur CRA d'origine, avant que les tribunaux décident de leur expulsion, ou non.

FRANCE

DES MIGRANTS TRAUMATISÉS À VIE PAR LES VIOLENCES

Depuis sept ans, **médecin légiste et psychiatre**, établit des certificats pour appuyer les récits des personnes se présentant à l'Ofpra et la CNDA (Cour nationale du droit d'asile). Elle fait des consultations bénévoles à l'hôpital de Montreuil (Seine-Saint-Denis) tous les samedis matin. Elle rencontre des demandeurs d'asile, évalue leur état psychologique et physique et établit des certificats qui seront ensuite intégrés au dossier de la personne pour son rendez-vous à l'Ofpra et à la CNDA.

Elle recueille l'historique de la personne ; effectue un examen clinique global. En fonction du récit et des violences physiques et/ou sexuelles subies dans le passé, elle recherche des lésions et des cicatrices qui peuvent corréler le témoignage et termine par une évaluation psychologique pour évaluer l'état de stress post-traumatique. Le plus difficile est la barrière de la langue car même avec un interprète, c'est très complexe d'aller chercher le ressenti de la personne dans une autre langue. C'est d'autant plus dur quand il y a un grand traumatisme, qui empêche les patients d'exprimer leurs émotions. Lorsqu'on travaille dans ce domaine, on a affaire à des personnes qui ont vécu des violences extrêmes : persécutions dans leur pays, parcours migratoire chaotique, femmes victimes de violences physiques et sexuelles ou de prostitution forcée... Ces personnes sont traumatisées par les multiples violences vécues dans leur pays et sur la route. Le passage devant l'Ofpra est un moment très difficile car il leur faut raconter très précisément ce qu'ils ont vécu, dans les moindres détails. Les exilés ont souvent face à eux des agents faisant preuve d'une absence totale d'empathie, qui leur pose des questions techniques, à côté de la plaque et déconnectées de la réalité. Je comprends qu'ils doivent être vigilants mais cela ne veut pas dire être dénué d'empathie. Je rappelle que l'Ofpra est un Office de protection, parfois je cherche la protection en question et je ne la trouve pas. Lorsque je rédige des certificats, je suis moi-même vigilante. Je ne prends pas tout ce qu'on me dit pour argent comptant, je ne suis pas naïve et je sais déceler lorsqu'il y a des décalages dans le récit. Cela fait aussi partie de mon travail, je sais faire la part des choses. On demande un niveau de preuves que ces personnes ne peuvent quasiment jamais fournir. La preuve absolue n'existe pas, et certaines choses ne peuvent pas se prouver. Je comprends que l'Ofpra essaye de faire corroborer le récit avec des éléments mais lorsque c'est impossible on peut aussi le faire avec le constat des lésions, l'état psychologique, les conséquences psychiatriques. Les personnes déboutées par l'Ofpra sont désespérées, hyper angoissées et ont peur d'être renvoyées au pays. Recevoir une réponse négative est quelque chose de très violent pour elles : elles ont l'impression de ne pas avoir été entendues, de ne pas avoir été crues et d'avoir été rejetées. On ne réalise pas ce par quoi ils sont passés. La plupart sont des personnes qui ont surmonté des traumatismes effroyables mais ils restent debout malgré tout. Ils ont vécu des choses horribles, qu'on ne peut même pas imaginer.

ALFORTVILLE

Devant l'entrepôt de **Chronopost** à Alfortville, plus d'une centaine de sans-papiers tiennent le **piquet de grève**. Certains vivent là, dans des abris de fortune et sous des bâches, au bord d'une route d'une zone industrielle. Ces personnes originaires du Mali, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire ou de la Mauritanie ont travaillé pour l'entreprise de livraison de colis ainsi que pour la société DPD, toutes deux filiales de La Poste. Et malgré le temps qui passe, leurs revendications sont intactes. *"Nous sommes là 24h/24 pour réclamer une régularisation et dénoncer les conditions de travail chez Chronopost"*, indique le porte-parole des grévistes. D'après cet exilé malien de 30 ans, lui-même ancien travailleur pour la société, les protestataires se composent de trois groupes : des employés qui ont récemment travaillé chez Chronopost, des travailleurs sans-papiers d'autres secteurs solidaires de leur mouvement, ainsi que des grévistes de 2019 dont la situation est restée inchangée. *"Ce qu'on a demandé, ce n'est pas grand-chose. C'est juste des régularisations pour tout le monde. Ici, on enchaîne les heures, de jour comme de nuit, avec beaucoup de pression. Parfois, il faut aller tellement vite qu'on n'a même pas le temps d'aller aux toilettes. Il faut décharger les gros camions de colis en moins de 45 minutes, le tapis roulant doit toujours être plein. Et il y a toujours un chef derrière ton dos pour te dire 'vite, vite, vite' », "pendant la pandémie, c'était pire. Et si tu ne suivais pas la cadence, on te menaçait de ne plus te donner de missions."* Telle personne, avec ces conditions de travail très pénibles, comptabilise près de deux ans d'activité chez Chronopost, via des contrats signés avec Derichebourg. *"C'est de l'esclavage moderne, mais on n'avait pas le choix. Nous, les migrants, on a besoin de travailler pour vivre."* Cette nouvelle grève jette une fois de plus une lumière crue sur les pratiques managériale de La Poste. Détenue par la Caisse des dépôts, une institution publique, l'entreprise a été condamnée en juillet 2019, puis en septembre 2020 en appel, pour prêt illicite de main-d'œuvre et délit de marchandage à la suite de la mort d'un salarié non-déclaré. Depuis cet été 2022, Chronopost a résilié son contrat avec l'agence Derichebourg. *"Mais ça ne change rien. Nos revendications sont toujours là, on ne baissera pas les bras". "Ça ne nous fait pas peur. C'est toujours*

moins pire que le quotidien des travailleurs sans-papiers, où qu'ils soient."

BOISSEUIL

Refugiés depuis six mois en France, au sud de Limoges, une famille a fui les bombes de Kharkeiv en laissant toute leur vie derrière eux. *"Mon mari, le papa de Pacha, est resté à Kharkeiv"*, raconte sa femme, dans un français qu'elle apprend depuis son arrivée. Si son fils de quatre ans se montre un peu nerveux à l'idée de sa rentrée en moyenne section, la jeune femme de 26 ans sait que ça ne peut que lui faire du bien. *"Quand il joue, quand il parle, ou fait quelque chose, c'est bon pour lui, car ça lui permet de penser à autre chose que la guerre."* Il intègre la même classe que son copain, le fils sa famille d'accueil. Volonté de la directrice, car l'année dernière il avait déjà passé quelques jours dans son école. *"On a essayé de mettre en place une continuité pour leur permettre de s'intégrer au mieux et de pouvoir lier des relations d'amitié au sein de la classe."* Malgré les différences culturelles, et la barrière de la langue, sa maîtresse reste confiante. *"Il est déjà très curieux quand on lit les histoires, donc on échange pour aider les autres à l'accompagner, sur la compréhension des consignes, la répétition des mots pour qu'il intègre une nouvelle langue."* Elle espère tirer une force de ce triste contexte. *"J'aimerais mettre en place des comptines en ukrainien, pour l'aider à se sentir plus à l'aise, mais aussi pour encourager les autres enfants à s'intéresser à une culture qui ne leur est pas familière."* C'est bien parce qu'en Ukraine, on a aussi des cours de français dans certaines écoles. *"Quand on rentrera chez nous, il pourra continuer à apprendre la langue là-bas."*, sourit sa maman. Avec cette scolarisation, l'enfant aussi va pouvoir poursuivre son intégration. La jeune femme formée dans le commerce, compte bien chercher du travail en France, car en attendant de pouvoir rentrer un jour à la maison, l'objectif c'est de retrouver de son autonomie.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/guerre-en-ukraine-a-boisseuil-la-maternelle-l-ecole-guy-monnerot-accueillera-pacha-un-jeune-refugie-1662014168>

BOULOGNE SUR MER

Mardi 6 septembre, un exilé irakien de 28 ans a été condamné à 18 mois d'emprisonnement dont 12 en sursis par le tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer. Sa peine est également assortie d'une Interdiction du territoire français (ITF) pendant trois ans. Le jeune homme avait été interpellé le 25 août dernier, à Peuplingues, près de Calais. Les policiers en patrouille l'avaient aperçu vers 1h du matin, alors qu'il conduisait "un fourgon circulant à faible allure et visiblement chargé". À l'arrivée des agents à sa hauteur, le conducteur avait arrêté le véhicule, et s'était réfugié à l'arrière de la camionnette. En ouvrant ses portes, les policiers ont découvert 25 personnes entassées à l'intérieur. Lors de son procès quelques jours plus tard, le prévenu s'est défendu en expliquant qu'**un passeur lui avait demandé de transporter des migrants, en échange de son passage vers le Royaume-Uni**. La définition du passeur englobe aussi des individus agissant pour leur famille. "Aux Pays-Bas, trois frères ont été condamnés parce qu'ils avaient payé le voyage de leurs parents et de leur sœur, après que des demandes précédentes de regroupement familial leur avaient été refusées".

Ce n'est pas la première fois que des **accusations de violences sont portées à l'encontre de policiers** dans le nord de la France. Les faits présumés rapportés mercredi 7 septembre par l'association Utopia 56 et le collectif Human Rights Observers (HRO) se sont déroulés dans la nuit du 22 au 23 août 2022, à Calais, dans le nord de la France. Cette nuit-là, un groupe d'Érythréens se rend sur un parking d'une station-service de la ville pour tenter de monter dans un camion en route vers le Royaume-Uni. Lorsque les exilés arrivent sur place, ils aperçoivent un camion de CRS. Une partie des migrants rebroussement chemin tandis que deux personnes, âgées de 18 ans, décident de rester sur place. L'un des policiers *"porte un coup au visage à chacune des deux personnes"*, puis, les CRS emmènent les deux migrants dans une rue latérale, loin des caméras de surveillance de la station-service. Un *"nouveau coup violent au visage"* est porté par un agent de police sur un des exilés, qui tombe au sol. *"Après avoir mis la seconde personne à terre, environ sept CRS leur ont donné de nombreux coups de pieds. Les CRS sont repartis en riant, laissant les deux personnes blessées au sol"*, assurent les associations. Des amis des deux jeunes hommes, revenus sur zone, appellent la ligne d'urgence d'Utopia 56. Lorsque les bénévoles arrivent sur place, ils retrouvent une des victimes au

sol, "du sang sur son visage". Il est transporté par des pompiers à l'hôpital. Le médecin établit un certificat faisant état de "saignements et d'une déviation de l'arête nasale (fracture), de douleurs à la palpation thoracique, ainsi que de douleurs scrotales". Le lendemain matin, l'Auberge des migrants reçoit un appel anonyme d'une personne se présentant comme CRS à Calais. *"Ils font passer cela pour un accident, c'est inacceptable. Ils ont laissé le pauvre comme un chien abandonné, c'est ce genre de collègue qui nous font énormément de tort"*. Le 31 août, après avoir réuni suffisamment d'éléments, les associations émettent un signalement auprès du procureur de Boulogne-sur-Mer. Ce dernier explique jeudi 8 septembre 2022 avoir "saisi l'IGPN (Inspection générale de la police nationale)" pour enquêter, en précisant que les investigations "commençaient". Les enquêteurs pourront s'appuyer sur les témoignages des migrants mais aussi sur les enregistrements des caméras de surveillance de la station-service où les violences ont commencé, conservées avec le concours de la Défenseure des droits.

COTENTIN

L'association « **Bénévolat international Cotentin** » a été créée début Mars 2022, au début de la guerre en Ukraine. Après avoir collecté des produits de première nécessité et des médicaments, les membres de l'association ont alors organisé un convoi humanitaire jusqu'en Pologne. Ils sont rentrés en France avec 5 réfugiés ukrainiens, qu'ils ont accompagnés afin de les intégrer.

<https://www.francebleu.fr/emissions/france-bleu-cotentin-solidaire/cotentin/la-croix-rouge-recherche-des-benevoles-pour-l-accueil-des-refugies-ukrainiens-a-la-gare-transmanche>

GENTILLY

Dans la nuit de samedi 3 à dimanche 4 septembre, **entre 300 et 400 personnes sont entrées** dans un **bâtiment inoccupé** de la ville de Gentilly, dans le Val-de-Marne, en banlieue parisienne. Les lieux, d'anciens locaux de la société SFR voués à la destruction, offraient 8 000 m² d'espoirs pour ces migrants, dont une centaine de femmes et enfants, qui étaient jusque-là à la rue. Mais quelques heures plus tard, les forces de l'ordre, arrivées sur place dimanche 4 septembre 2022, *"ont stoppé les entrées puis invité les personnes à quitter les lieux, ce qu'elles ont refusé"*. *"La constitution de ce squat est illégale et n'est pas adaptée pour héberger des personnes au regard de l'état du bâtiment et de l'absence d'électricité."* La grande majorité des occupants a été évacuée dans la journée mais quelques-uns se sont réfugiés sur le toit du bâtiment, *"pour protester pacifiquement contre l'évacuation"*, selon les associations. En fin d'après-midi, dimanche, les dernières personnes encore présentes sont parties d'elles-mêmes, a précisé une source policière. La situation de ces exilés met en lumière la situation précaire de nombreux migrants, dont des familles, dans la capitale française. Malgré des mises à l'abri, des dizaines de personnes dorment toujours à la rue faute de solution. *"On les connaît, ces personnes"*, commente le chargé de projet pour la mission Migrants de Médecins du Monde (MdM) Paris, qui était sur place dimanche mais n'a pas pu entrer dans les locaux. *"Ce sont des gens qui appellent le 115 tous les jours depuis des mois, sans succès. Le soir, ils vont devant l'Hôtel de Ville de Paris [devenu un point de rassemblement pour certains migrants désespérés] pour demander des solutions d'hébergements."* A la suite de l'évacuation, des logements provisoires ont été proposés à certains d'entre eux uniquement. *"Une adjointe à la mairie a affirmé que les policiers allaient amener des personnes au gymnase de Gentilly qui a été ouvert de manière temporaire"*, dispositif éphémère. *"Quelques personnes auraient également été dirigées vers des hôtels sociaux. Mais c'est difficile d'en savoir plus."* Lors de l'évacuation, **des familles auraient été séparées** intentionnellement par les forces de l'ordre : *"Les hommes n'ont pas eu accès au gymnase. Il y a notamment un monsieur qui se trouvait à l'extérieur du bâtiment lorsque les policiers sont intervenus. Ils l'ont empêché d'entrer, bien que sa femme et ses deux enfants se trouvaient à l'intérieur. Ils ont été évacués via une autre sortie du bâtiment, de telle sorte que cet homme n'a pas pu entrer en contact avec eux et ne sait pas où ils ont été emmenés"*. La majorité des autres hommes qui étaient présents à Gentilly ont été contraints de passer la nuit sur les trottoirs parisiens. Un **responsable de l'association United Migrants a de son côté été interpellé** suite à cette occupation, a précisé la préfecture de police. Le parquet de Créteil a indiqué qu'elle était en garde à vue pour

"dégradation en réunion". Elle est sortie dimanche soir. "Les autorités criminalisent les exilés à la rue et les membres associatifs", dénonce encore le responsable de MdM, selon qui ces hommes et ces femmes subissent un abandon des pouvoirs publics. "On ne voit aucun réfugié ukrainien entrer dans un logement vétuste pour l'occuper. Et la raison pour laquelle ils ne le font pas, c'est parce qu'on leur propose des solutions. C'est formidable pour eux, mais une partie des places mises à leur disposition restent vides malgré les besoins, et ça c'est désespérant."

GIROMAGNY NORD DE BELFORT

Habitante de Kharkiv, Elle a fui son pays après le début de la guerre. Elle est partie avec son fils de 9 ans, son père et sa belle-mère. Lorsqu'elle est arrivée au sein du collège de Giromagny, une chaîne de solidarité s'est très vite mise en place. "Le personnel de l'établissement, les professeurs, tout le monde a mis du sien pour fournir des meubles, de la vaisselle etc. Les autres agents d'entretien, qui habitent dans les logements de fonction, ont sympathisé avec elle et sa famille." Elle a tout de suite voulu rendre la pareille en proposant ses services. « C'est un honneur pour moi de travailler pour le collège. Tout le monde a été très gentil avec moi. Je voulais aider à mon tour ». Depuis le mois de mai, cette **réfugiée ukrainienne** est hébergée avec sa famille dans un logement de fonction de l'établissement. **Elle vient d'être embauchée comme agent d'entretien** : "J'ai repris un jour avant les enfants et cela s'est bien passé, raconte la mère de famille. J'étais un peu stressée car c'est tout nouveau pour moi. J'étais cuisinière en Ukraine auparavant." La direction l'a aidé dans ses démarches pour faire scolariser son fils. "Il est en sécurité ici, on sent bien". Même si elle espère pouvoir revenir au plus vite à Kharkiv, pour retrouver son mari resté sur place.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/giromagny-pour-lina-refugiee-ukrainienne-c-est-aussi-l-heure-de-la-rentree-scolaire-1661961266>

ISERE

Depuis le début de l'offensive russe en Ukraine la préfecture de l'Isère dit avoir délivré 1 301 autorisations provisoires de séjour à des adultes et estime le nombre d'enfants, non soumis à autorisation, à 700. Si le rythme des arrivées s'est ralenti, avec désormais une quinzaine par semaine, peu d'Ukrainiens ont décidé de rentrer : une quarantaine environ. Les autres -qui sont dans leur immense majorité des femmes- espèrent toujours que la guerre prendra fin le plus rapidement possible et, en attendant, s'apprêtent à vivre la rentrée parfois de façon diamétralement opposée. Pour les premiers arrivés il est aussi l'heure de reprendre contact avec la préfecture pour renouveler leur autorisation de séjour. Il faut déposer le nouveau dossier trois semaines avant la date d'expiration de la période initiale de six mois.

A Coublevie, près de Voiron : non seulement cette ukrainienne est toujours dans sa famille d'accueil mais en plus, cette dernière lui a installé un petit studio qui lui permet de continuer à travailler à distance avec sa société ukrainienne de doublage pour le cinéma. Entre son employeur qui poursuit le travail coûte que coûte et sa famille d'accueil elle se sent "*protégée des deux côtés, en Ukraine et en France*".

A Grenoble une ukrainienne et sa fille de 4 ans sont toujours locataires... d'un propriétaire qui paye jusqu'aux factures d'électricité et d'eau ! "*Quelle générosité incroyable...*" souligne « Ganna, de Free people Ukraine », association qui a aidé beaucoup de réfugiés à venir en Isère. Dans le Trièves, une femme, ses enfants de 18 ans et 8 ans, ainsi qu'une amie avec deux enfants de 8 ans et 13 ans sont logés "*tant que ce sera nécessaire*" par des hôtes là-encore très généreux. Elles ont également trouvé un peu de travail dans une cantine du secteur.

Pour d'autres par contre, il faut quitter les hébergements. L'été arrivé, les familles hôtes n'ont pas toujours voulu ou pu prolonger l'accueil. "*Je comprends*, indique une réfugiée ukrainienne de 42 ans, *mais là je ne sais pas où loger mes enfants !*". Elle est la mère célibataire de deux garçons de 4 et 7 ans et est également accompagnée de sa maman de 70 ans. Elle doit quitter "*le 1er septembre*" le logement qu'elle occupe depuis son arrivée en avril. "*Ce qui est regrettable, c'est que j'ai passé trois mois d'été à chercher, j'ai fait des démarches auprès de la Préfecture, de toutes les associations qui gèrent les réfugiés, des CCAS et de plusieurs mairies mais que je n'ai pas de solution à ce jour*".

La réponse la plus fréquente c'est qu'il y a "*une carence de logements*".

Sachant que le travail et la possibilité de justifier d'une source de revenu augmente les chances de trouver un logement cette ancienne employée dans le commerce international en Ukraine, qui parle français et anglais, a trouvé **un poste à temps partiel** pour une entreprise estonienne de technologie de l'information. "*Je vais télétravailler.*" Sauf que pour ça il faut un endroit pour se poser. **Il faut également une adresse** pour inscrire les enfants à l'école.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/ukrainiennes-en-isere-une-rentree-contrastee-1661872968>

ISLE D'ABEAU

Les gendarmes ont arrêté un fourgon avec 38 migrants à bord ce vendredi 9 septembre sur l'aire de repos de l'Isle d'Abeau (Isère). Les **migrants, tous d'origine pakistanaise et indienne**, ont été découverts lors d'un contrôle. Le véhicule roulait en direction de Lyon et avait pour objectif d'arriver à Paris. À l'arrière, ils étaient tous debout, serrés les uns contre les autres. Ils n'avaient **pas mangé ni bu depuis leur départ de l'Italie**. Selon les gendarmes, une femme et quelques mineurs étaient parmi eux. Ils ont été emmenés dans les bureaux de la gendarmerie où des commerçants et des associations leur ont donné à manger et à boire. Ils ont été mis en liberté avec un sauf-conduit de la préfecture. Le chauffeur du fourgon s'est **enfui** en courant et il est toujours recherché. Il est soupçonné d'être un passeur. Une enquête a été ouverte par le parquet de Bourgoin-Jallieu pour "*aide au séjour irrégulier*".

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/38-migrants-decouverts-dans-un-fourgon-sur-l-aire-de-repos-de-l-isle-d-abeau-1662795783>

JOIGNY

Les vendanges ont démarré dans l'Yonne, en avance à cause de la sécheresse. Les viticulteurs font face à une autre difficulté : le manque de main d'œuvre. Le domaine Vignot (à Paroy-sur-Tholon) a donc décidé de se tourner vers le centre d'accueil pour demandeur d'asile (Coalla) à Joigny pour **embaucher des réfugiés**. "*La directrice nous a contactés l'an dernier pour savoir si on pouvait leur offrir du travail. C'est ce que nous avons fait et ça s'est très bien passé. Donc, cette année j'ai pris les devants*". Ainsi Neuf Afghans et un Éthiopien travaillent depuis ce lundi 29 août 2022, dans les vignes de la côte Saint-Jacques, près de Joigny. "*Le patron m'a dit de faire attention parce que je peux me blesser*", raconte-t-il en souriant. Il découvre le métier de vendangeur et plus globalement le travail au grand air et physique. En Afghanistan, il était avocat. "*J'aime bien, c'est comme un loisir et la chaleur ne me dérange pas. Nous commençons à 7 heures le matin et nous terminons à 12 heures.*" C'est plus difficile pour son collègue. "*C'était dur pour moi au début parce qu'en Afghanistan, je travaillais dans un bureau, dans un ministère. Mais que voulez-vous ? Notre pays se bat contre les Talibans qui ne nous laissent pas vivre. Dans cette situation nous devons travailler dur. Je dis merci aux Français qui nous permettent de travailler ici et qui nous aident*". Ces réfugiés ne sont pas très à l'aise avec la langue française mais ce n'est pas un problème : "*Avec des gestes c'est simple, ils comprennent*". Une salariée du domaine Vignot depuis quatre ans, confirme. "*En général, il y a en a toujours un qui comprend globalement notre langue. Quand je vois qu'ils oublient des raisins ou qu'ils en font tomber je le dis et celui qui comprend leur explique. Il surveille son équipe, ils sont vraiment très consciencieux. Ils travaillent bien, ils sont ponctuels, ça se passe très bien*". Comme elle encadre les saisonniers, elle a composé plusieurs groupes. Les Afghans sont dans la même équipe, "*c'est plus simple parce que déjà, ils ne sont pas isolés. Quand on débarque dans un pays, qu'on ne connaît pas la langue, ça peut être difficile de se retrouver isoler dans un travail. Puis, c'est aussi plus pratique pour nous, pour les échanges*". Les réfugiés prennent des cours de français. Ils ont été suspendus le temps de la récolte qui devrait durer une dizaine de jours. Les saisonniers sont rémunérés au smic horaire, les porteurs gagnent deux euros supplémentaires par heure. Par ailleurs, le domaine Vignot ajoutera un euro par heure travaillé, pour celles et ceux qui iront jusqu'à la fin de leur contrat.

<https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/des-refugies-aident-un-viticulteur-de-joigny-a-pallier-le-manque-de-main-d-oeuvre-1661879625>

LOON-PLAGE

Une fusillade a éclaté, mardi 30 août 2022, dans un campement de migrants de Loon-Plage, près de Dunkerque, faisant neuf blessés selon les autorités. Certains auraient été blessés grièvement. Une enquête est en cours. Les circonstances de ces heurts sont floues. Selon le journal local La Voix du Nord, ces affrontements auraient été initiés par des passeurs kurdes envers la communauté soudanaise. Des disputes avaient éclaté, plus tôt au cours de la journée du mardi, sur ce lieu de vie informel où les tensions sont fréquentes. *"La précarité de ces personnes est propice aux conflits. Ici, on se dispute pour une place, un bout de terrain, de l'eau ou de la nourriture."* Pour les associations sur place, l'absence d'un dispositif d'accueil dans cette région, dans laquelle transitent pourtant des milliers de migrants depuis des années, est responsable de ces drames. *"Tout ça, c'est de la faute de l'État, qui est défaillant et ne répond pas aux besoins de ces personnes"*. Quelque 500 personnes vivaient encore mardi sur ce campement. Dès le lendemain de la fusillade de mardi, une opération de démantèlement a eu lieu sur le camp de Loon-Plage. *"Les policiers sont arrivés avec un énorme convoi. Ils ont établi un périmètre puis détruit les affaires des migrants : des tentes, des sacs à dos, des téléphones, des chargeurs, etc."* Moins d'une centaine de personnes ont été mises à l'abri à l'issue de cette opération. Les autres ont repris place au même endroit.

Mercredi 7 septembre 2022, dans le camp de migrants situé sous le pont du Puythouck, à Loon-Plage, près de Dunkerque, une nouvelle fusillade y a éclaté, faisant un blessé grave. L'homme, un jeune Irakien, a reçu une balle dans la tête et a été transporté en urgence à l'hôpital de Lille. La veille, une autre fusillade avait déjà fait deux blessés, dont un Érythréen de 32 ans, transporté aussi à l'hôpital. *"Il y a des règlements de comptes entre passeurs qui sont sur le camp"*, selon la secrétaire générale de l'association Salam, qui était présente sur les lieux. *"Il y a des querelles de pouvoir, de territoire... Mais, pour nous, ce ne sont pas des règlements de comptes entre migrants lambda car il n'y a pas d'hostilité entre les communautés. On le voit bien sur le terrain : tout le monde se mélange. Les conflits, c'est entre les passeurs."* Ces passeurs seraient des migrants qui cherchent eux aussi à rejoindre les côtes anglaises, mais qui n'ont plus d'argent et travaillent donc gratuitement pour "les chefs" des réseaux, qui sont eux généralement postés loin de là. Régulièrement démantelé, le camp de Loon-Plage se reforme aussitôt, comme plusieurs autres campements du nord de la France. La dernière expulsion en date, ce jeudi matin, menée avec d'importants moyens policiers, n'aurait pas changé la donne. *"Il y a toujours autant de personnes sur le campement cet après-midi"*, estime encore la militante. Selon cette dernière, cela s'explique par le peu de personnes emmenées volontairement par les forces de l'ordre, mais aussi par les arrivées fréquentes dans la zone. *"Ça tourne beaucoup ici."* La fréquence des arrivées et des départs sur le camp correspondrait à l'allure des traversées dans la Manche pour se rendre au Royaume-Uni, enregistrées avec une cadence inédite. De quoi attiser les convoitises des passeurs pour le contrôle de cette zone, estiment certains.

MAYOTTE

Dimanche après-midi 21 août 2022, sur Petite Terre, le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer et le ministre délégué chargé des Outre-mer ont fait une revue des moyens techniques et technologiques à disposition des forces de l'ordre pour lutter contre l'immigration clandestine sur l'île. *« Quand le président de la République est arrivé, il n'y avait que 4 intercepteurs, il y en a désormais 9 et 2 arriveront en janvier prochain »*, a rappelé Gérard Darmanin au sujet de ces navires rapides qui sillonnent les eaux mahoraises. *« En trois ans, on a triplé le nombre d'intercepteurs de la police et de la gendarmerie, on a augmenté de 50% le nombre de gendarmes et de policiers à Mayotte, on a doublé le nombre de personnes que l'on renvoie »* aux frontières, que ce soit aux Comores ou dans d'autres pays d'Afrique de l'Est, y compris Madagascar. Du côté des moyens technologiques, les ministres ont pu constater les avancées permises par les avions dédiés à la lutte contre l'immigration clandestine, arrivés sur l'île en novembre 2021. Au bilan de la période novembre 2021 à août 2022 : 90 h de vol mensuels, 5 927 pistes détectées et identifiées, et 349 kwassas interceptés. Capables de tenir 12h dans les airs, ces avions permettent de voir au-delà de la portée radar, ont expliqué les techniciens de la Msfara, prestataire chargé de réaliser cette surveillance. *« On met beaucoup de moyen à protéger nos frontières, notre souveraineté »* a assuré Gérard Darmanin, qui en plus des

moyens techniques et technologiques, entend aussi « *réduire l'attractivité de Mayotte, sans rien réduire des droits des Mahorais* ». Une modification du droit du sol à Mayotte dans le prochain Projet de loi sur l'immigration : **rallonger le délai permettant l'obtention du droit du sol, de 3 mois à 1 an**. ON chasse les migrants, mais le ministre délégué précise : *On va renouveler le pacte de sauvegarde des tortues*.

<https://outremers360.com/bassin-indien-appli/gerald-darmanin-a-mayotte-le-ministre-de-linterieur-et-des-outre-mer-passe-en-revue-les-moyens-dedies-a-la-lutte-contre-limmigration>

MONTPELLIER

Trois migrants viennent d'arriver sur un emplacement au Mas des Brousses grâce à l'aide du président de l'association Solidarité Partagée, qui **aide et accompagne ces personnes sans ressources**. Ils n'ont pas le droit d'être là dans les faits, mais pour le président "*c'est la seule solution*". Jeudi 25 août 2022, ils ont été expulsés du campus de Bissy à Saint-Clément-de-Rivière après avoir atteint le délai maximum de séjour autorisé. Une quarantaine de personnes ont été invitées à quitter les lieux, et elles ont suivi le président jusqu'au Mas des Brousses, même si leur installation là-bas est illégale. "*On a investi ce lieu qui était abandonné, on ne gêne personne. On veut y rester. On a tenté de discuter avec la mairie, mais sans issue positive*". Car la « société d'équipement région montpelliéraine » a engagé une **procédure judiciaire contre cette occupation**. Un huissier de justice est passé à deux reprises pour constater les faits en prenant des photos. Pour l'heure, les migrants sont toujours sur place. "*On va recevoir un référé d'urgence de la part de l'huissier avec une date de jugement. On ne voulait pas en arriver là, mais on n'a pas le choix*", détaille le président. Ce dernier demeure plutôt confiant car souvent dans ce genre de situation, la justice accorde un délai de séjour de quelques mois aux personnes sur place, avant d'être dans l'obligation de quitter les lieux.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/des-personnes-etrangeres-sans-papier-1662110865>

REGNY

Cette commune **du roannais a accueilli des réfugiés** syriens et maintenant ukrainiens. À **l'école** sont aussi accueillis des enfants de demandeurs d'asiles. L'équipe enseignante connaît donc les problèmes des élèves étrangers dont le français n'est pas la langue maternelle. C'est **une richesse pour les jeunes** de Régnay. "*Pour les enfants de ma commune c'est une réelle satisfaction de pouvoir aussi échanger avec d'autres enfants d'un pays étranger, d'un pays en guerre. Les enfants de la commune savent aujourd'hui accueillir les enfants qui sont différents d'eux*". L'institutrice a déjà reçu en fin d'année scolaire de jeunes enfants réfugiés ukrainiens. Sa priorité est de leur créer un espace tranquillisant et encadrant. "*Je dirais que l'apprentissage du français ou des mathématiques, c'est la cerise sur le gâteau ! C'est leur faire une petite bulle où même si ce n'est pas leur école, ce n'est pas leur langue, ce n'est pas leurs copains, et bien c'est quand même quelque chose qui est de leur âge, de leur environnement, de leur vie la plus normale possible*". Elle se tient à leur disposition quand elle sent le besoin d'en parler. "*L'idée c'est vraiment : ok, tu as vécu plein de choses avant, il s'est passé plein de trucs, tu n'es pas dans ton pays mais là, ici, maintenant tu vas être tranquille et on ne te demande rien d'autre que de jouer à ce jeu, faire cet exercice de mathématiques*". Le plus dur, est de vivre avec eux au jour le jour puisque personne ne sait quand les enfants repartiront de France, ni même de la commune. Impossible donc de prévoir une progression, l'enseignante se focalise donc sur l'oral et sur l'adaptation des enfants. Ils sont **une douzaine d'enfants et d'adolescents ukrainiens scolarisés à Régnay**, mais au total dans la Loire ce sont quelques **400 jeunes réfugiés** qui font leur rentrée.

<https://www.francebleu.fr/infos/education/400-enfants-ukrainiens-font-leur-rentree-dans-la-loire-comme-dans-la-commune-de-regny-1661980194>

RENNES

Une femme, née aux Comores, arrivée à Mayotte avec ses parents en 2000, à l'âge de 12 ans, puis en métropole en 2016, apprenait que la famille n'aurait pas d'hébergement, à compter du soir du 1^{er} septembre, jour de la rentrée de 4 de ses enfants. Logée par le 115, il lui était demandé de quitter le foyer d'accueil. Le collectif de soutien aux personnes sans-papiers s'est

mobilisé pour que la situation de cette famille n'en reste pas là. Il a trouvé un toit temporaire, chez des bénévoles volontaires. Et occupé les locaux de l'Inspection académique à Rennes, en milieu de semaine. La situation de la famille a évolué. « **Une place** s'étant libérée lundi, au nord de Rennes, **lui a été proposée**, dans le cadre du dispositif d'hébergement d'urgence financé par l'État », indique la Préfecture d'Ille-et-Vilaine. Elle s'est vue délivrer un récépissé, « *ce qui signifie qu'elle a déposé une demande de titre, exposent les services du cabinet du Préfet. Elle a droit au séjour le temps de l'examen de sa demande, sans préjuger de la décision ensuite.* » Sa demande de titre est désormais en cours d'analyse.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/a-la-rue-le-jour-de-la-rentree-a-rennes-wardati-obtient-un-droit-de-sejour-temporaire-ab3a5f82-3041-11ed-9e46-e8e99a9e99a0>

SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE

Six mois après le début de la guerre en Ukraine, la ville de Saint-Jean-de-la-Ruelle, près d'Orléans, va disposer de **deux logements pour accueillir des réfugiés ukrainiens** : deux logements F3 sont situés dans le quartier de la Prairie. La ville en est propriétaire depuis de nombreuses années mais ils étaient devenus particulièrement vétustes. Il fallait donc entièrement les réhabiliter. C'est chose faite, grâce à une coopération inédite avec le groupe ADEO, qui possède l'enseigne Leroy Merlin, et qui a apporté une aide de 30.000 euros. Mieux vaut tard que jamais ! Pour le maire de Saint-Jean-de-la-Ruelle : *"D'abord, il y a toujours des besoins, même si les arrivées sont nettement moindres. Mais surtout, l'hébergement actuel dans des familles d'accueil volontaires devient de plus en plus compliqué au fil des mois, et c'est bien logique, car cela bouleverse leur quotidien. Le moment est sans doute venu pour que l'Etat et les collectivités prennent le relais, c'est ce que nous faisons, à notre échelle."*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/la-ville-de-st-jean-de-la-ruelle-va-proposer-2-logements-pour-heberger-des-refugies-ukrainiens-1662119508>

STRASBOURG

Le torchon brûle entre la mairie de Strasbourg et la préfecture du Bas-Rhin. Face au campement de la place de l'Étoile, qui réunit à ce jour une majorité de demandeurs d'asile sous des tentes de fortune, **la maire appelle la préfecture à mettre des personnes à l'abri**. *"On l'a fait pour les Ukrainiens, je ne comprends pas qu'on ne le fasse pas pour des personnes qui viennent d'autres pays"*. La préfecture répond : *"Ce campement est installé sur un parc qui appartient au domaine public de la ville de Strasbourg. Il appartient d'abord à la ville d'engager les procédures juridiques nécessaires, afin que nous ayons l'autorisation d'évacuer ce camp. On ne va pas chercher les gens comme ça, avec des moyens éventuellement coercitifs, on est dans un État de droit. On n'enverra pas des moyens de l'Etat en toute illégalité pour évacuer un campement."*

<https://www.francebleu.fr/emissions/l-invite-de-la-redaction-de-7h45/alsace/migrants-a-strasbourg-mathieu-duhamel-secretaire-general-de-la-prefecture-du-bas-rhin>

TOULOUSE

Plusieurs dizaines de migrants, installés depuis le 26 août 2022 sur les allées Jules Guesde, ont occupé les bâtiments de l'ancien collège Bellefontaine, samedi 3 septembre 2022. Expulsés de l'Ehpad des Tourelles, ils ont déployé une banderole, sur le devant de ce collège, où est inscrit : *"Nous avons besoin d'un hébergement collectif"*. La Préfecture de la Haute-Garonne a précisé samedi soir que *"des heurts ont éclaté avec des habitants du quartier Bellefontaine et la police a dû intervenir en faisant usage d'une grenade lacrymogène pour ramener le calme et prévenir des violences plus importantes."* Après quelques heures passées sur site, le Conseil départemental de la Haute-Garonne indique qu'ils ont quitté les lieux. *"Ce collège, qui a fermé ses portes aux élèves en juillet 2022, accueille toujours des activités de loisirs pour la jeunesse du quartier"*, précise le Conseil départemental de Haute-Garonne. Le président rappelle toutefois *"la nécessité de trouver une solution pérenne à l'accompagnement de ces migrants et appelle à la pleine et entière mobilisation des acteurs de ce dossier que sont l'État et la Mairie de Toulouse"*. À l'issue de l'expulsion, le Département a pris en charge des jeunes isolés dont la minorité (moins de 18 ans) a été vérifiée par le procureur de la

République. La Préfecture de la Haute-Garonne explique ce que les services de l'État ont mis en œuvre *"une trentaine d'agents des services de la préfecture, du conseil départemental et de Toulouse Métropole était présents le jour de cette évacuation. Ils ont en quelque sorte délocalisé leur bureaux ce jour-là, avec tables, chaises et ordinateurs, afin d'être en mesure de recevoir chaque jeune en entretien individuel in situ. Trois d'entre eux ont accepté, et ont présenté les documents prouvant leur minorité."* Ce week-end 29-30 août 2022, sept autres jeunes mineurs se sont présentés au Conseil départemental et ont ainsi été pris en charge. *"Il y a ainsi eu une prise en charge pour tous les mineurs qui se sont signalés"*, précise la préfecture. **Au total, 10 jeunes isolés ont été pris en charge** et *"les mineurs qui ne se sont pas signalés sont invités à le faire"* précise la préfecture.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/jeunes-migrants-expulses-a-toulouse-ils-ont-gache-leur-chance-selon-un-defenseur-des-demandeurs-d-1661789465>

URRUGNE

Au pays basque, vendredi 26 août 2022, une dizaine **d'exilés ont été interpellés par la police, dans une église** du village d'Urrugne, tout près de la frontière avec l'Espagne. Les forces de l'ordre sont entrées dans l'église Saint-Vincent en début d'après-midi pour "embarquer" ces personnes, originaires d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, qui y faisaient une halte dans leur parcours. Deux d'entre elles, mineures, ont été confiées à l'Aide sociale à l'enfance, a annoncé le préfet des Pyrénées-Atlantiques. Quatre ont été réadmissées en Espagne après une nuit passée en garde à vue, et quatre autres ont fait l'objet d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF). Une 11e personne aurait quant à elle été envoyée en centre de rétention administrative (CRA). *"Le préfet nous a contacté pour nous dire qu'il n'était en aucun cas responsable de ce qui s'était passé et qu'il n'avait pas donné l'ordre aux policiers d'entrer dans l'église"*, déclare la porte-parole de la fédération Etorquinekin Diakité, un regroupement d'associations qui viennent en aide aux migrants dans le Pays basque. L'action serait, ainsi, le fruit d'une initiative individuelle des policiers. Les policiers affirment ne pas avoir pénétré dans le lieu de culte. Mais des témoins de la scène ainsi que les exilés concernés par les faits, assurent, que les forces de l'ordre sont bien entrées dans l'édifice pour venir les chercher, après avoir reçu un appel anonyme les informant que des migrants s'y trouvaient. *"Ils étaient perdus, ils étaient entrés dans l'église pour se reposer"*. Ces interpellations ont suscité l'indignation de nombre d'habitants et membres d'associations, l'édile de la ville en tête. *"Aujourd'hui, nous avons une nouveauté. Les forces de l'ordre pénètrent dans l'église pour interpellier des migrants, ce que je déplore"*. *"Humainement on peut être choqué, dérangé par cette façon de faire."* Au lendemain des événements, environ 300 personnes se sont rassemblées sur le parvis de l'église, munies de pancartes disant : **"La solidarité n'est pas un délit"** et dénonçant *« des abus, des délits de faciès et des comportements irrespectueux des agents »*. La commune d'Urrugne, "un village-passage", est en première ligne des contrôles policiers. *"On voit beaucoup de patrouilles de police, voire de militaires"*, on y dénonce une *"pression policière"* intenable sur les migrants. *"Après avoir passé la frontière, les exilés se retrouvent en grande difficulté ici. Ils essaient de rejoindre Pausa, un centre de transit situé à Bayonne pour pouvoir se reposer, mais lorsqu'ils veulent prendre le bus, ils se font contrôler à l'intérieur, et lorsqu'ils essaient de marcher, ils se font repérer et contrôler là encore."* La militante *"assume"* aider les migrants *"à aller là ils veulent aller"*. Quitte à se froter elle aussi aux forces de l'ordre : en mars dernier, l'adjointe au maire d'Urrugne, chargée des Affaires sociales, et sa fille ont été auditionnées par la police aux frontières qui leur reprochait d'avoir aidé des migrants. Elles avaient été interpellées dans la ville alors qu'elles transportaient cinq exilés pour les emmener au centre d'action sociale afin qu'ils se reposent.

MANCHE

Selon les données officielles, 960 personnes, à bord de 20 embarcations, ont traversé la mer pour se rendre au Royaume-Uni en une journée samedi 3 septembre 2022, a indiqué dimanche 4

septembre le ministère britannique de la Défense. Ces derniers chiffres portent à **plus de 26 000 le nombre total de traversées** depuis le début de l'année 2022. Au cours du week-end, près de 300 autres exilés secourus en mer ont quant à eux été ramenés vers les côtes françaises. Vendredi 2 septembre 2022, 221 personnes avaient atteint le Royaume-Uni à bord d'embarcations de fortune, et 40 autres naufragés avaient été secourus par les autorités françaises.

Le nombre de ces traversées est parti pour battre le record de 2021, quand 28 500 personnes étaient arrivées sur le sol britannique. Un récent **rapport parlementaire britannique** estimait que **le total pourrait atteindre cette année 60 000**. Un **désaveu annoncé de la politique du gouvernement** conservateur britannique, qui a fait du sujet une priorité et multiplie les mesures pour durcir l'accueil des migrants.

MÉDITERRANÉE

Plus de 600 migrants, secourus au large de la Libye, dans l'attente d'un port sûr.

En une semaine, quatre autres bateaux partis du Liban ont pris contact avec Alarm Phone. Selon la plateforme, deux ont finalement été secourus par Malte, l'un est arrivé en Italie, et le dernier a été refoulé vers la Turquie par les garde-côtes grecs.

Le 12 septembre, aucun bateau de la flotte civile n'était présent au large des côtes libyennes. Le Sea Watch 3, le Humanity 1 et le Sea-Eye 4 naviguaient lundi matin près de la Sicile, dans l'espoir de se voir attribuer rapidement un port sûr pour débarquer les **765 migrants secourus**.

D'après l'agence frontalière européenne Frontex, plus de 42 500 migrants ont emprunté la route de la Méditerranée centrale entre janvier et juillet 2022, en hausse de 44% par rapport aux sept premiers mois de 2021. Mais 20 018 migrants ont été empêchés de franchir les frontières maritimes : 12446 d'Afrique subsaharienne et 7552 de Tunisie.

GEO BARENTS

Le bateau de Médecins sans frontières accueille à son bord 176 migrants. Il a effectué quatre opérations de sauvetage en moins de 48 heures. La dernière en date, dimanche 28 août 2022, a permis de secourir 79 personnes. L'équipage avait déjà porté secours à 86 migrants, répartis dans deux embarcations, dans la nuit de samedi à dimanche, et à 11 autres vendredi soir. Une cinquantaine d'entre eux sont mineurs. Il réclame un port sûr pour débarquer les exilés. Le 5 septembre 2022, il attend toujours l'autorisation de débarquer en Europe. Le bateau de Médecins sans frontières (MSF) a envoyé 17 demandes à Malte et à l'Italie. En vain. "*L'attente inutile pendant des jours dans ces circonstances aggrave leurs conditions physiques et psychologiques*", insiste l'ONG médicale. Le Geo Barents, a annoncé mardi 6 septembre 2022, dans la soirée avoir finalement reçu **l'autorisation de débarquer** dans un port italien avec **267 migrants**. Le navire humanitaire fait désormais route **vers Tarente**, au sud de l'Italie. Sur le pont du Geo Barents, l'attente devenait de plus en plus difficile : "*Certains des survivants ont du mal à se déplacer sur le navire en raison de blessures et de problèmes de santé chroniques. Après avoir vécu une mort imminente, cette attente inutile exacerbe également la détresse émotionnelle et mentale.*"

OPEN ARMS UNO

Les 99 exilés ont pu **débarquer à Messine**, en Sicile, samedi 27 août 2022.

OCEAN VIKING

Le navire a enchaîné les opérations au large des côtes libyennes, portant assistance à un total de **466 migrants**. La journée du samedi 27 août 2022 a été particulièrement dense avec la prise

en charge de 198 personnes, réparties dans cinq canots. L'Ocean Viking réclame désormais un port sûr pour débarquer les exilés. Vendredi 2 septembre 2022, les autorités italiennes ont finalement attribué **Tarente** comme port de débarquement pour les migrants de l'Ocean Viking. La procédure de débarquement a duré de 15h. Après plusieurs jours d'attente en Méditerranée, **les 459 exilés à bord** du navire humanitaire de SOS Méditerranée ont pu fouler la terre ferme.

SEA-EYE 4

Le Sea-Eye 4, de l'ONG allemande éponyme, a pris en charge vendredi 2 septembre 2022, 76 personnes, dont 17 mineurs non accompagnés et un enfant. Le bateau naviguait toujours lundi matin 5 septembre 2022 près de la Libye. Il est remonté vers les côtes italiennes et maltaises (7 septembre 2022) et réclame l'autorisation de débarquer dans un des ports des deux pays. Il a secouru 53 personnes le 8 septembre 2022.

SEA WATCH 3

Le Sea Watch 3, de l'ONG allemande éponyme, a porté assistance à 428 personnes lors de 10 opérations au large des côtes libyennes. Le dimanche 11 septembre 2022 a été une journée particulièrement chargée pour l'équipage au cours de laquelle quatre opérations ont permis de prendre en charge 125 migrants. La veille samedi 10 septembre, 18 exilés avaient été secourus, dans la nuit du 9 au 10 septembre 2022, 18 autres naufragés. Quelques heures plus tôt 139 personnes réparties dans deux canots qui avaient été sauvées. Enfin, le 8 septembre, l'équipage avait porté assistance à 128 migrants, dans deux embarcations. Parmi ces **428 rescapés**, le plus jeune est un bébé de seulement deux semaines.

LE HUMANITY 1

Un nouveau navire devrait bientôt arriver dans la zone de recherche et de sauvetage (SAR zone, de l'ONG allemande SOS Humanity. C'est l'ancien Sea Watch 3. Il a quitté son port d'attache en Espagne le 27 août 2022 et était lundi 5 septembre 2022 près de Malte. Il a effectué son premier sauvetage mardi soir 6 septembre 2022 en Méditerranée centrale : il a pris en charge 111 personnes en détresse dans un canot pneumatique, près de la Libye. Parmi les rescapés se trouvent deux femmes, 86 mineurs non accompagnés et deux bébés. Il avait secouru 25 migrants le 10 septembre, 72 la veille.

LIFE SUPPORT

L'ONG **Emergency** doit aussi affréter un bateau, baptisé Life Support, opérationnel à l'automne 2022. Sur le pont d'environ 220 mètres carrés, les équipes ont installé une clinique, des toilettes, des lits et quelques bancs afin d'accueillir les migrants secourus. "*Nous avons un devoir envers les personnes dont la vie est en danger en mer*", a estimé Emergency.

UNION EUROPÉENNE

ALLEMAGNE

De nombreux **ressortissants de pays tiers voient leur statut de protection temporaire en Allemagne expirer ce jeudi 1er septembre 2022**. S'ils n'ont pas réussi à déposer une demande de visa avant le 31 août, ils sont donc techniquement dans l'illégalité. Mais les obstacles aux demandes de visa étudiant ou de travail sont nombreux. Dans les six mois depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, plus de 300 000 non-ukrainiens ont fui leur pays, selon l'Organisation internationale des migrations. Parmi eux, environ 18 000 avaient rejoint l'Allemagne au 5 juin 2022. Certains, entre autres les résidents permanents en Ukraine, ont pu bénéficier de la protection temporaire jusqu'à trois ans accordés aux ressortissants ukrainiens. Les autres, étudiants ou travailleurs notamment, pouvaient résider légalement en Allemagne sans visa jusqu'au 31 août seulement. "*À partir d'aujourd'hui, ces personnes ont besoin d'un permis de séjour ou d'un récépissé de demande pour rester ici. Mais pour demander un titre de séjour, elles devaient bien sûr remplir les critères, ce qui n'était pas possible pour la plupart des gens*". Intégrer l'université requiert une

maîtrise de l'allemand et une preuve de moyens financiers suffisants. "Les barrières à l'obtention d'un permis de séjour sont élevées, les procédures sont longues et beaucoup n'y sont pas encore arrivés". Les États fédéraux de **Berlin, Brême et Hambourg** ont déjà adopté une nouvelle solution temporaire pour les étudiants étrangers venus d'Ukraine : ils recevront un **permis de séjour provisoire de six mois**. De quoi leur donner "le temps de respirer". Dans les 13 autres États en revanche, aucune mesure n'a encore été prise. Les associations réclament aussi plus d'égalité entre les exilés qui "fuient les mêmes bombes". Si l'Allemagne a pu accueillir 900 000 Ukrainiens en quelques mois à peine, elle devrait pouvoir offrir le même accueil à quelques milliers de ressortissants étrangers. De nombreux étudiants internationaux, dont un grand nombre originaire d'Afrique subsaharienne, craignent de ne pas pouvoir achever leurs études supérieures s'ils sont forcés de rentrer dans leurs pays d'origine.

Dans beaucoup de vitrines aujourd'hui en Allemagne, toujours la même affiche : "**Recherche employés désespérément**". Le manque de main-d'œuvre est criant. La main-d'œuvre étrangère, extérieure à l'Union européenne, sera nécessaire pour faire face aux besoins d'un pays vieillissant. Le gouvernement veut favoriser l'immigration en réduisant la bureaucratie, les contrôles tatillons des diplômes étrangers ou de la maîtrise de l'allemand. Un système de points doit permettre chaque année pour un contingent donné de venir travailler en Allemagne. Les **délais pour la naturalisation doivent être réduits** et passer de huit à cinq ans pour les personnes bien intégrés. La double nationalité doit être facilitée. Dans le document présenté mercredi 7 septembre 2022, le besoin de main-d'œuvre d'ici 2026 est chiffré à 240 000 personnes. Il est toutefois deux fois moindre que l'an dernier. L'arrivée de nombreux réfugiés ukrainiens et le ralentissement de l'économie expliquent cette différence sensible.

BELGIQUE

Dans la capitale belge, la situation des migrants n'en finit pas de se détériorer. Depuis presque un an, la plupart des exilés qui se présentent devant le Petit-Château, l'unique centre d'enregistrement des demandeurs d'asile du pays, trouvent porte close. En cause, la **saturation totale du réseau d'accueil**, géré par l'agence Fedasil. Malgré les centaines de places d'hébergement créées - environ 2 500 en un an - rien n'y fait, la machine continue de se gripper. Pour pallier au plus urgent, l'État prend en charge en priorité les personnes dites vulnérables : les familles et les mineurs non accompagnés. Les hommes seuls doivent patienter des jours avant d'espérer pouvoir bénéficier d'un hébergement. Résultat : des centaines de demandeurs d'asile se voient contraints de dormir chaque soir devant la structure chargée de prendre leur dossier. Avec des conséquences prévisibles : détection de cas de gale, prolifération des rats, bousculades entre migrants et mécontentement des riverains. La nouvelle secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Nicole de Moor, a alors récemment tenté d'éteindre la polémique, avec une nouvelle mesure. Depuis lundi 29 août 2022, les demandeurs d'asile doivent désormais introduire leur demande de protection directement au siège de l'Office des étrangers, boulevard Pacheco. Une fois enregistrés, les migrants retournent au Petit-Château, situé à quelques kilomètres, pour se voir attribuer une place d'hébergement. En pratique, des dizaines d'exilés se font refouler chaque jour de Pacheco, comme c'était le cas au Petit-Château jusque-là. "On change le *modus operandi* mais ça ne règle rien. On a déjà constaté des refus d'enregistrements de dossier", la directrice du Ciré, une association d'aide aux exilés. "Lundi [29 août, ndlr], une centaine de personnes n'ont pas pu déposer leur demande à l'Office des étrangers, sans compter ceux des derniers mois." "Les gens sont perdus, ne connaissent pas Pacheco et ne savent pas où aller. Tout cela crée beaucoup de confusion pour pas grand-chose, c'est presque pire qu'avant". Cette mesure ne règle rien, mais, **l'encombrement des trottoirs est moindre**, et l'impression de chaos moins visible pour la population. Des migrants, sans solution, dorment dorénavant devant les deux structures : dans la nuit de mardi à mercredi 31 août 2022, une centaine d'exilés ont passé la nuit devant le Petit-Château et une cinquantaine devant Pacheco. Cette saturation de l'hébergement s'explique par une part plus importante de personnes qui demandent l'asile en Belgique ces dernières années, mais aussi par des délais de traitement des dossiers qui s'allongent. En moyenne, un exilé est **accueilli un an et demi dans un centre**, avant de recevoir une réponse à sa demande d'asile. "Il y a

plus d'arrivées que de sorties, ce n'est pas étonnant que ça ne fonctionne pas". "Ce que l'on observe depuis des mois est indigne pour un pays comme le nôtre. Les demandeurs d'asile ont le droit d'être accueillis pendant la procédure. Pour ceux hébergés dans les centres, c'est aussi problématique. Ce long temps d'attente les plonge dans l'incertitude sur leur avenir et crée des tensions dans les lieux d'accueil", juge le porte-parole de Fedasil.

Un nouveau centre spécifique dit "Dublin" à Zaventem, à une dizaine de kilomètres de Bruxelles. D'une capacité de 220 places, ce nouveau site a pour vocation de **renvoyer plus rapidement les exilés déjà enregistrés dans un autre État**. Les migrants qui se présentent à l'Office des étrangers pour introduire une demande d'asile se voient désormais notifier d'un hébergement dans le centre de Zaventem. Une manière de libérer des places dans le réseau d'accueil, saturé, et de trier les migrants en recherche de protection. *"Plus de la moitié des demandeurs d'asile qui se présentent en Belgique sont déjà passés par un autre pays membre de l'Union européenne. L'année dernière, ils étaient 11 000. Entre janvier et juillet de cette année, ils sont déjà près de 8 000"*, indique le cabinet de la nouvelle secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration. Deux options aux dublinés : le retour forcé ou le retour volontaire. Mais la secrétaire d'État devra se heurter à une difficulté de taille : la bonne coopération avec les États concernés. La Belgique peine en effet à expulser ses dublinés vers les pays responsables. Déjà débordés par les arrivées de migrants, ces derniers acceptent rarement le retour sur son sol. Ainsi, en Belgique seul 3% des transferts Dublin sont exécutés. Résultat : la majorité restent dans les places ouvertes de retour ou dans les structures classiques, provoquant un engorgement. Un acteur de la Plateforme citoyenne d'aide aux réfugiés, anticipe les conséquences de l'ouverture du centre de Zaventem : *"Les gens vont prendre peur et refuseront de se présenter à la structure. Ils préféreront passer 18 mois [durée durant laquelle un dubliné peut être renvoyé dans le premier pays d'arrivée en Europe] dehors plutôt que de risquer d'être expulsés"*. Une charge supplémentaire pour les humanitaires, déjà en première ligne dans l'hébergement de ces migrants. Dans les permanences de la Plateforme citoyenne d'aide aux réfugiés, le taux de dublinés ou de personnes ayant obtenu la protection dans un autre État est passé de 11% à 65% ces derniers mois.

DANEMARK

Le **Danemark et le Rwanda ont signé** une déclaration de coopération bilatérale dans laquelle ils disent *"envisager l'établissement d'un programme par lequel les demandeurs d'asile arrivant au Danemark pourraient être transférés au Rwanda pour l'étude de leur dossier d'asile"*, a indiqué le ministère danois des Affaires étrangères dans un communiqué vendredi 9 septembre 2022. Ce plan inclut *"l'option d'une installation au Rwanda"*, selon Copenhague. Après le Royaume-Uni, le pays nordique entend ainsi, à son tour, délocaliser le processus de demande d'asile de ceux qui ont rejoint illégalement son territoire. La Commission européenne a immédiatement pris ses distances, jugeant que le procédé *"soulève des questions fondamentales concernant à la fois l'accès aux procédures d'asile et l'accès effectif à la protection"* pour les réfugiés.

ESPAGNE

Les corps de sept personnes, probablement migrantes, ont été repêchés au large des côtes espagnoles, a indiqué la police du pays, lundi 29 août 2022. *"La garde civile remonte sept corps sans vie au large d'Alicante et de Murcie"*, dans le sud-est du pays, qui *"flottaient dans l'eau dans l'après-midi du dimanche 28 août et la matinée du lundi 29"*. Les cadavres ont été emmenés à l'institut médico-légal afin que soit réalisée *"une autopsie pour déterminer les causes de la mort, le sexe, l'âge et éventuellement leur nationalité"*. Samedi 27 août 2022, un homme qui voyageait seul à bord d'un bateau de six mètres de long, sans moteur et à la dérive, a par ailleurs pu être sauvé un peu plus au nord de cette zone, vers Cabo de la Nao. La police enquête pour tenter de savoir s'il y a un lien entre ce bateau et les sept corps repêchés.

Canaries

Près de 10 600 migrants ont débarqué aux îles Canaries, en Espagne, entre le 1er janvier et le 28 août 2022, soit une hausse de 16% par rapport à l'année dernière, selon le HCR. Malgré cette

augmentation, les arrivées ralentissent en comparaisons aux hausses enregistrées au cours des dernières années : entre 2020 et 2021, à la même période, elles avaient augmenté de 140%, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Le ralentissement des arrivées est net depuis les liens nouveaux établis entre l'Espagne et le Maroc. Depuis, les contrôles se sont renforcés aux frontières marocaines. L'Union européenne se prépare par ailleurs à valider une enveloppe financière de 500 millions d'euros pour le Maroc. Le nombre de décès sur la route des Canaries a également largement diminué par rapport aux records de l'année dernière. Mais la voie de l'Atlantique reste tout de même très dangereuse : 800 personnes sont mortes dans les six premiers mois de l'année, contre près de 2100 à la même période en 2021.

Au cours du premier weekend de septembre, **153 personnes sont arrivées sur l'île de Lanzarote** en moins de 24 heures, à bord de trois petits bateaux gonflables, parmi elles se trouvaient 28 femmes et quatre mineurs.

Les 10 et 11 septembre 2022, **517 personnes** ont atteint les côtes espagnoles de l'**Andalousie et des îles Baléares**. Certaines ont été secourues par les autorités espagnoles, d'autres sont arrivées à terre par leurs propres moyens. Samedi 10 septembre, 223 migrants ont débarqué à Majorque, Formentera et Cabrera. Ce week-end du 10 septembre, 294 personnes au total ont été prises en charge par la Croix-Rouge d'Almeria. L'association Heroes del Mar comptabilise pour sa part "plus de 1 000 personnes interceptées" ces dernières 72 heures, sur les côtes espagnoles d'Almeria, Murcia, Alicante et des îles Baléares. Près de 90% d'entre elles seraient d'origine algérienne.

GRECE,

Trente personnes, dont neuf enfants, ont été secourues par les garde-côtes grecs au large de l'île de Crète, mardi 30 août au matin. **Ayant quitté la Turquie, elles étaient en route pour l'Italie** lorsque leur bateau a rencontré des difficultés en mer. Les naufragés ont été transportés au port de La Canée, une ville au nord-ouest de l'île. Le trajet depuis les côtes turques jusqu'en Calabre est bien plus long que celui qui relie, par exemple, la Libye à la Sicile. Pour atteindre la région, il faut compter sept jours de navigation. Les sauvetages dans cette zone sont de plus en plus fréquents, alors qu'un nombre croissant de migrants emprunte la "nouvelle route" calabraise pour rejoindre directement l'Italie depuis la Turquie.

Des touristes italiens, en vacances à bord d'un bateau au large de l'île de Kos, en Grèce, ont vécu une expérience peu banale le 25 août. Dans la nuit, ces **vacanciers se sont improvisés sauveteurs** après avoir repéré un homme en détresse dans la mer. *"Nous avons entendu une voix au loin. Au début, nous n'y avons pas prêté attention". "Puis nous avons compris que cela venait de la mer. Nous avons réalisé que quelqu'un était en train d'appeler à l'aide et nous avons alors commencé à chercher."* Il aura fallu une quinzaine de minutes aux touristes pour trouver l'origine des cris. *"Le son de la voix se rapprochait de plus en plus et nous avons fini par apercevoir un jeune homme qui portait un gilet de sauvetage. Aussitôt, nous lui avons lancé une corde à laquelle il s'est agrippé et nous l'avons hissé à bord."* Le rescapé, un jeune homme syrien d'environ 25 ans, était frigorifié à sa sortie de l'eau. *"Nous l'avons immédiatement enveloppé dans une couverture de survie pour le réchauffer. Il était en état d'hypothermie mais il réagissait encore"*. Après avoir un peu mangé, le migrant s'est endormi, épuisé. Le migrant a indiqué à l'équipage qu'il espérait rejoindre l'Europe et qu'il avait voyagé à travers la mer Egée en compagnie de deux autres personnes, dont il avait perdu la trace. Les garde-côtes, alertés par les touristes, ont mené des opérations de recherche pour retrouver les deux disparus, mais leur sort est inconnu. Il a été pris en charge par les autorités grecques. *"Nous espérons qu'il sera bien traité en Grèce". "Nous sommes heureux d'avoir pu le sauver mais malheureusement nous n'avons pas pu retrouver ses deux compagnons. Nous sommes bouleversés. Nous n'oublierons jamais les yeux de ce jeune homme. Il n'arrêtait pas de nous remercier et il disait 'Italia !'. Il pensait peut-être avoir atteint l'Italie."*

"L'entrée de 154 102 migrants en situation irrégulière a été évitée depuis le début de l'année", a déclaré dimanche 4 septembre 2022 le ministre grec des Migrations. *"Environ 50 000 ont tenté d'entrer en Grèce rien qu'au moins d'août"*. Des chiffres difficiles à vérifier en l'absence de

données indépendantes.

À une heure de route au nord-est de Thessalonique, la deuxième plus grande métropole du pays, au pied des montagnes, la ville de Serrès compte 80 000 habitants et un camp de réfugiés. Un campement dont la particularité est d'accueillir la plus grande partie de la communauté yézidie de Grèce, soit, à l'heure actuelle, près de 700 personnes (communauté kurdophone pratiquant une religion ésotérique pré-islamique). **Les Yézidis** ont fui par milliers le nord de l'Irak en 2014 après les massacres commis à leur encontre par le groupe État islamique. Les jihadistes avaient réduit les femmes à l'esclavage sexuel, enrôlé de force des enfants-soldats et tué des hommes par centaines. Une équipe d'enquête spéciale de l'ONU avait annoncé en mai 2021 avoir recueilli la "preuve claire et convaincante" qu'un génocide avait été commis par les jihadistes contre cette minorité. "Le camp n'a plus de place". Voilà ce que se sont vu répondre 120 nouveaux demandeurs d'asile de cette même communauté, récemment arrivés de Turquie, et contraints, par conséquent, de dormir à la rue depuis maintenant deux semaines. Seuls les femmes et les enfants des nouveaux arrivants ont pu pénétrer dans l'enceinte du camp, qui abrite 1 000 personnes au total. La tendance actuelle en Grèce est davantage de dissuader les arrivées et de réduire drastiquement le nombre de ces camps, qui s'étaient multipliés dans le sillage de la crise migratoire européenne de 2015 et 2016. Ils ont été divisés par quatre en deux ans, passant de 121 structures à 34 aujourd'hui. Début septembre, le ministre grec des Migrations a d'ailleurs affirmé vouloir rapidement fermer deux camps supplémentaires.

HONGRIE

Les **violences à l'égard des migrants à la frontière entre la Serbie et la Hongrie** ont atteint un nouveau degré dans l'humiliation. La semaine du 6 septembre 2022, l'ONG serbe Klikakiiv, qui fournit un soutien juridique et psychosocial aux exilés, a rendu public le témoignage d'un Marocain, refoulé par les autorités hongroises. Le jeune homme a raconté aux humanitaires qu'il avait été battu par la police hongroise alors qu'il tentait, avec d'autres personnes, de franchir la frontière avec la Serbie. Il dit avoir reçu des coups de pieds et des coups de matraques, portés par les agents frontaliers. Ces derniers ont ensuite fouillé et confisqué les effets personnels des migrants. Dans un des sacs à dos, les policiers ont trouvé un rasoir. *"Ils l'ont allumé, m'ont tenu fermement pour que je ne puisse pas bouger et m'ont dessiné une croix sur la tête. Puis ils commencé à rire en me donnant des coups de pied sur la tête"*, photo de son crâne à l'appui. Ces nouvelles allégations, à la frontière serbo-hongroise, s'ajoutent à une longue série d'accusations visant la police hongroise depuis des années. Mais selon les activistes, les violences se sont accentuées ces derniers mois. *"Les personnes en déplacement sont touchées à la frontière par des balles en caoutchouc, ils sont expulsés de la clôture frontalière par des voitures de police qui foncent dans le grillage comme s'il s'agissait de poupées en peluches, ils sont trainés par les pieds de l'autre côté de la clôture, ils sont déshabillés et obligés de retourner en Serbie pied nus"*. Passages à tabac, coups de ceinture, de bâton, de pied, de poing, utilisation de gaz poivré et de gaz lacrymogène, insultes racistes, refoulements illégaux... sont monnaie courante dans la région. *"Chaque semaine, nous voyons plusieurs personnes, dont certains enfants, présentant de graves contusions, des blessures et coupures profondes, des luxations et des fractures, souvent sur les jambes, les bras et parfois la tête"*, assure le médecin de l'ONG médicale en Serbie. Depuis janvier 2021, MSF a traité 423 migrants victimes de violences à la frontière. *"Certaines personnes disent avoir été forcées de se déshabiller, même en plein hiver, et ont parfois enduré d'autres formes d'humiliation, comme le fait de se faire uriner dessus par des agents frontaliers"*. MSF accuse les États membres de l'Union européenne *"d'utiliser intentionnellement la violence (...) pour dissuader les personnes de demande l'asile"*. Elle regrette que ces pays *"investissent dans des clôtures en lame de rasoir et des drones"*, plutôt que d'offrir la sécurité aux personnes en recherche de protection, et ainsi respecter leurs obligations internationales.

ITALIE

Le week-end a été intense pour les autorités italiennes. Un nouveau **record d'arrivées** sur une seule journée a été enregistré sur l'île de Lampedusa, avec le débarquement d'un millier de

personnes samedi 27 août 2022 à bord d'une cinquantaine de canots. Dans le même temps, deux autres plus petites îles, Pantelleria et Marettimo, ont vu arriver environ 1 000 autres migrants. Depuis le début de l'année, plus de 50 000 personnes sont arrivées en Italie. Si certains migrants parviennent à rejoindre les côtes italiennes, d'autres ont moins de chance. Depuis janvier 2022, au moins **918 exilés ont péri** dans ces eaux en tentant de rejoindre l'Europe, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM).

En 2021, 41 087 personnes ont débarqué en Italie, mais plus de 42 000 ont débarqués lors des neuf premiers mois de 2022.

"Six réfugiés syriens dont des enfants, des femmes et des adolescents ont perdu la vie, selon la responsable du HCR en Italie. Ils sont morts de soif, de faim et de graves brûlures". Les victimes sont 3 enfants de 1, 2 et 12 ans et 3 adultes, selon un communiqué du HCR. Ces personnes avaient pris place dans un bateau avec **28 autres exilés**. *"D'après les témoignages des rescapés, l'embarcation est partie des côtes turques à la fin du mois d'août",* et a ensuite *"dérivé plusieurs jours"*. L'embarcation a finalement été repérée par un navire marchand battant pavillon libérien, au large des côtes libyennes. Celui-ci a récupéré à son bord les passagers, affirme un communiqué des garde-côtes italiens qui, appelés en renfort par l'équipage, sont ensuite venus leur porter secours. 26 exilés, principalement des Syriens et des Afghans, ont été emmenés, dimanche 11 septembre 2022, vers le port sicilien de Pozzallo, en Sicile. *"Une jeune fille en état de déshydratation et sa mère" ont, elles, "été transportées par hélicoptère depuis le navire jusqu'à La Valette" la capitale maltaise.* En arrivant en Italie que les rescapés ont informé les autorités que six personnes manquaient à l'appel, et que leurs corps avaient été laissés en mer. Parmi ces personnes décédées figurent la grand-mère et la mère d'enfants faisant partie des survivants pris en charge à Pozzallo. D'après les garde-côtes italiens, *"le commandement du navire libérien a signalé qu'il n'avait pas trouvé de corps sans vie ni à bord ni dans la mer à proximité du bateau"*. Selon le HCR, de nombreux rescapés sont dans un état de santé *"extrêmement grave"*. *"Tous sont en état de choc et sont traumatisés par ce qu'ils ont vécu. Leur état nécessite une assistance psychologique urgente"*. Une partie des migrants requiert également *"des soins médicaux"*, en raison *"des graves brûlures qu'ils présentent sur tout leur corps"*. En Sicile, ces personnes ont été prises en charge par les autorités italiennes et les ONG sur place. La destination espérée de ce périple reste à ce jour inconnue. *"Les rescapés n'ont pas été en mesure de nous donner une information claire."*

Sardaigne

Les corps de cinq hommes ont été retrouvés entre lundi 29 et mercredi 31 août 2022 en méditerranée. Les autorités suspectent les personnes décédées, âgées entre 30 et 40 ans, d'être des migrants venus par bateau d'Afrique du Nord. Entre vendredi 26 et dimanche 28 août, **216 exilés ont accosté en Sardaigne** à bord de plusieurs bateaux. Il est possible qu'un naufrage se soit produit à ces mêmes dates, ou que les victimes soient tombées d'un bateau surchargé. Pour l'instant, aucun débris ou épave pouvant indiquer un accident en mer n'a été retrouvé. Le parquet de Cagliari, la capitale de la Sardaigne, a indiqué avoir ouvert une enquête. Les corps ont été transférés dans un cimetière, où un examen médico-légal tentera d'établir la date des décès. Les garde-côtes mènent par ailleurs des recherches le long de la côte sud-est de l'île, pour retrouver d'autres potentielles victimes.

LITUANIE

Environ 4 200 migrants sont entrés en Lituanie depuis la Biélorussie en 2022. La Lituanie applique une politique très stricte face aux milliers de migrants qui ont tenté de traverser la frontière depuis l'été 2021. Les garde-frontières ne cachent pas leur stratégie de **refuser l'entrée aux exilés**, pratique dénoncée par les ONG. Ces refoulements illégaux *"restreignent le droit de l'Homme fondamental de demander l'asile dans un Etat sûr"*. La Première ministre lituanienne a annoncé que Minsk continuerait à appliquer sa politique de refus d'entrée. Le pays baltique compte même explorer des possibilités légales pour poursuivre cette tactique sans avoir à imposer un état d'urgence. Samedi 27 août 2022, les garde-frontières ont repoussé 125 migrants à la frontière : le nombre le plus élevé depuis le début de l'année. Actuellement, il y a 2500 migrants en Lituanie, détenus arbitrairement. La

durée de détention est d'un an. La grande majorité des retenus ont reçu une réponse négative à leurs demandes d'asile. *"Nous sommes enfermés depuis plus de six mois. La nourriture est donnée en quantité très insignifiante. Mon état physique s'est vraiment dégradé"* dit un Congolais vivant dans le centre de Medininkai, tout près de la frontière avec la Biélorussie. Ingénieur en télécommunications et ancien fonctionnaire du régime de l'ex-président Joseph Kabila, Tshetshe. Il assure que sa vie était menacée en RDC. *"Je ne sais pas ce qu'il va se passer maintenant pour moi"*. Les femmes détenues dans ces centres dénoncent, quant à elles, le manque d'intimité et témoignent de leurs craintes d'agressions de la part des gardes lituaniens. *"Les gardes entrent même quand nous sommes en train de nous laver. Ils ont accès partout. Une fois, ils ont ouvert la porte et j'étais nue. Ils se sont excusés et sont sortis. Mais c'était très gênant"*. Une ONG dénonce les *"conditions inhumaines"* dans lesquelles sont retenus les exilés et le manque de *"procédure d'asile équitable"*.

MALTE

Ayant quitté Tripoli, au Liban, il y a 10 jours, entre 60 et 70 **migrants libanais et syriens dérivent actuellement en mer Méditerranée**, au large des côtes maltaises et italiennes. Par téléphone satellite, ils ont demandé l'aide des autorités maltaises. Trois enfants seraient déjà morts. Les exilés ont épuisé leurs réserves d'eau, de nourriture et de lait maternisé depuis trois jours, et le canot *"prend l'eau et menace de chavirer. Les passagers écopent l'eau avec quelques seaux. "Les adultes peuvent supporter le froid et le manque de vivres, mais les enfants sont en grande difficulté"* selon des proches. *"Chaque fois que j'appelle, on entend les enfants crier et pleurer"*, dit-il : *"Je ne sais pas pourquoi aucun gouvernement n'a pris de mesures pour les secourir. Est-ce parce que ce sont des personnes pauvres qui essaient simplement de joindre les deux bouts pour leurs familles ?"* *"Le bateau est actuellement dans la zone de recherche et de sauvetage maltaise, Malte est donc bien l'autorité responsable de la coordination d'une opération de secours"*, indique un porte-parole de la plateforme téléphonique d'urgence Alarm Phone, alertée sur le cas de ce bateau depuis le samedi 3 septembre 2022. Les familles ont perdu contact avec les passagers dans la nuit de lundi à mardi. Selon Alarm Phone, plusieurs navires de commerce et porte-conteneurs sont passés à proximité du bateau de migrants, sans pour autant leur porter secours. *"Le fait que Malte ne leur demande pas de procéder à un sauvetage ne dispense pas les navires marchands de leurs obligations de porter assistance à un bateau en détresse"*. Malgré la présence de plusieurs navires commerciaux dans les alentours, **Malte n'a pas encore autorisé d'opération de sauvetage**.

Deux versions différentes concernant chacune le sauvetage dans les eaux maltaises d'un bateau en détresse avec environ 60 personnes à bord ont été rapportées. D'une part, le ministère **égyptien** des Transports a publié un communiqué mardi dans lequel il indique qu'un bateau égyptien, le "Valley of Karank", est venu en aide, lundi 5 septembre, à une embarcation de 60 personnes dans les eaux maltaises, ce qui correspondrait à la dernière position connue du canot avec lequel le contact a été perdu. Le sauvetage a été effectué en coordination avec les secours maltais. À bord de l'embarcation se trouvaient "des Libanais, des Palestiniens, des Syriens", tous partis du Liban, ont précisé les autorités égyptiennes. Parmi eux, "24 hommes, 12 femmes, 20 enfants, 4 nourrissons." "Certains d'entre eux étaient dans un état grave après être restés durant une semaine sur le bateau", ont affirmé les autorités. D'autre part, les garde-côtes **grecs** ont affirmé mardi qu'un bateau de marchandises, le "BBC Pearl", avait sauvé 63 personnes en détresse dans la zone de recherche et de sauvetage maltaise, après avoir été contacté par les Maltais. Là encore, le nombre de personnes ainsi que la localisation du sauvetage correspondent aux données connues du bateau recherché. Après ce sauvetage, une fillette de quatre ans serait décédée des suites d'une noyade. L'enfant aurait été héliportée avec sa mère jusqu'à un hôpital en Crète, où les médecins l'ont déclarée morte. La destination vers laquelle ont été envoyés les autres passagers reste, elle aussi, inconnue.

PAYS-BAS

Des **centaines de demandeurs d'asile** qui campaient devant un centre d'hébergement à Ter Apel, dans le nord-est du pays, ont été **évacués** vendredi 26 août. *"Plusieurs centaines de personnes ont été emmenées en bus tard hier soir vers d'autres lieux d'accueil dans le pays"*, a déclaré, samedi 27 août 2022, le porte-parole de l'Agence néerlandaise des réfugiés (COA). *"Nous espérons*

normaliser lentement la situation à Ter Apel." Quelque 16 000 personnes dont la demande d'asile a été approuvée n'ont ainsi pas de logement et sont contraintes de demeurer dans les centres. "*Scènes honteuses au centre*" de Ter Apel, a admis le Premier ministre néerlandais, reconnaissant que des erreurs avaient été commises. Face à la situation, MSF s'est, de son côté, déployée dans ce centre, une première dans le pays pour cette organisation qui fournit habituellement une aide médicale dans les zones de guerre. Le gouvernement néerlandais a également promis d'ouvrir davantage de structures d'accueil. Parmi les lieux envisagés figurent un site qui pourrait être mis à disposition par l'armée, un bateau à Arnhem avec 200 lits, et des logements de l'université TU Delft. Vendredi soir 26 août 2022, le gouvernement néerlandais a annoncé des mesures pour faire face à cette crise. Le pays ne devrait par exemple accepter de faire venir les familles de ceux qui ont obtenu l'asile que lorsque des logements leur auront été trouvés.

Le conseil municipal de Amsterdam a annoncé, mardi 30 août 2022, qu'au moins **1 000 demandeurs d'asile seront accueillis sur un bateau** de croisière amarré dans un port de la ville. À partir du 1er octobre, et pour une durée d'au moins six mois, le navire sera stationné dans la zone industrielle, à l'écart des attractions touristiques et des célèbres canaux d'Amsterdam. Les résidents du bateau resté à quai pourront en sortir à leur guise. L'immense bateau pourrait aller jusqu'à héberger 1 500 personnes. Cette solution va "aider à résoudre la situation humanitaire inquiétante à Ter Apel". Une solution néanmoins temporaire. Le gouvernement hollandais doit travailler avec les municipalités à une réforme du système d'asile dans le pays. "*Avec l'arrivée du bateau de croisière à Amsterdam, nous faisons un pas de plus ensemble vers la résolution de la crise dans le processus d'asile*" selon le secrétaire d'État néerlandais chargé de l'Asile et des Migrations.

SUEDE

Dans le cadre d'un accord visant à obtenir le soutien du gouvernement turc pour leur demande d'**adhésion à l'OTAN**, la Suède et la Finlande ont promis de faciliter les **extraditions vers la Turquie**. L'accord signé le 28 juin 2022, ouvre la voie à l'entrée rapide des deux pays dans l'alliance militaire de l'Otan, à laquelle la Turquie s'opposait, mais une indique que les pays nordiques s'engagent à faciliter les extraditions de présumés "terroristes", qui pourraient inclure de nombreux membres de groupes politiques opposés au régime d'Erdogan. La large communauté kurde et les opposants turcs en exil craignent une persécution politique. "*Dans toutes les extraditions, nous suivrons le droit suédois et international. Ce qui est dans l'accord, c'est quelque chose que la Suède fait déjà*", selon la Première ministre suédoise. "*Je sais que certaines personnes craignent qu'on se mette à les chasser et à les expulser, et je pense qu'il est important de souligner que nous travaillons toujours conformément à la loi suédoise et aux conventions internationales en vigueur*". Dès le lendemain de l'accord, le 29 juin, la Turquie a présenté à Helsinki et à Stockholm une liste de 33 demandes d'extradition, qui concerneraient des personnes liées au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et au mouvement Gülen. Depuis, le président Erdogan a déclaré que la Suède avait "promis" d'extrader 73 personnes. Les 100 000 exilés et membres de la diaspora vivant en Suède sont inquiets. "*Si vous êtes Kurde et que vous avez été politiquement actif, il y a de réelles craintes*".

VATICAN

La **108ème Journée mondiale du Migrant et du Réfugié**, sera célébrée le 25 septembre 2022. La section Migrants et Réfugiés du dicastère pour le Service du Développement humain intégral. Le pape François demande : « **Comment favoriser une rencontre enrichissante avec les migrants et les réfugiés** » après avoir répété que «*la présence de migrants et de réfugiés représente une grande opportunité de croissance culturelle et spirituelle pour tous* » et que «*pour cette raison, il est essentiel de promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux et de construire l'avenir sur des valeurs communes* ». Il invite **chacun à répondre à la question posée**, en envoyant sa propre contribution, avec une petite vidéo ou une photo, à media@migrants-refugees.va ou en répondant directement sur les médias sociaux de la section Migrants et Réfugiés. Tout le matériel de la campagne de communication se trouve sur la page dédiée du site web et peut être librement téléchargé, publié, utilisé et partagé.

Le Saint-Père revient dans une vidéo sur la richesse humaine que peuvent apporter les migrants et les réfugiés. C'est le quatrième épisode de la campagne de communication promue par la section Migrants et Réfugiés du dicastère du Saint-Siège pour le Service du Développement humain intégral, en vue de la **108ème Journée mondiale du Migrant et du Réfugié, célébrée le 25 septembre 2022**. « *Comment favoriser une rencontre enrichissante avec les migrants et les réfugiés ?* » Le Pape François demande cela après avoir répété que « *la présence de migrants et de réfugiés représente une grande opportunité de croissance culturelle et spirituelle pour tous* » et que « *pour cette raison, il est essentiel de promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux et de construire l'avenir sur des valeurs communes* ». La quatrième vidéo de la campagne de communication de la section Migrants et Réfugiés du dicastère pour le Service du Développement humain intégral réfléchit sur la contribution culturelle et spirituelle que les migrants et les réfugiés peuvent apporter aux communautés qui les accueillent. Elle propose le témoignage de la famille française de Bertrand Gorge, qui depuis plusieurs années ouvre les portes de sa maison pour accueillir et héberger des réfugiés, une expérience de partage qui a enrichi humainement toute la famille. Chacun est invité à répondre à la question posée par le Pape François en envoyant sa propre contribution, avec une petite vidéo ou une photo, à media@migrants-refugees.va ou en répondant directement sur les médias sociaux de la section Migrants et Réfugiés. Tout le matériel de la campagne de communication se trouve sur la page dédiée du site web et peut être librement téléchargé, publié, utilisé et partagé.

<https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2022-07/pape-migrants-accueil-dicastere-service-developpement-humain.html>

ONU – ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

La 108ème Journée mondiale du Migrant et du Réfugié, sera célébrée le 25 septembre 2022.

<https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2022-07/pape-migrants-accueil-dicastere-service-developpement-humain.html>

EUROPE

BALKANS

Malgré les murs et les barbelés européens, la route des Balkans est toujours active. Elle est même encore plus empruntée qu'elle ne l'a jamais été depuis 2015, année d'un important afflux dans la région. « *La route des Balkans a continué à être la route migratoire la plus active pour rejoindre l'Union européenne avec 14 866 détections [de passages] en juillet, près de trois fois plus que l'année dernière* ». Depuis janvier 2022, plus de 70 000 franchissements de frontières illégaux ont été détectés. L'une des conséquences de cet afflux est visible en Serbie, où des milliers de migrants s'amasseraient actuellement près de la frontière avec la Hongrie. « *Des Tunisiens, des Marocains et des Algériens* », « *des hommes, uniquement, qui ne fuient pas la guerre, mais rêvent de travailler en Europe de l'Ouest* ». Cette zone frontalière, montre une « *tolérance historique* » de la part des autorités serbes envers les migrants. La Serbie est une destination privilégiée, puisqu'ils y sont exemptés de visa.

BIELORUSSIE

Une **clôture de fils barbelés** de quatre mètres de hauteur s'étend désormais sur 550 kilomètres à la frontière entre **la Lituanie et la Biélorussie**. Démarrée en juillet 2021, la barrière couvre maintenant toutes les sections constructibles de la frontière de 700 kilomètres, a annoncé lundi

29 août la Première ministre lituanienne. Les autorités lituaniennes ont par ailleurs dénoncé des "détériorations de la clôture" fraîchement construite causées par les garde-frontières biélorusses. *"Depuis début juillet, 95 cas de dommages ont été enregistrés"*. La Lituanie applique une politique très stricte face aux milliers de migrants qui ont tenté de traverser la frontière depuis l'été 2021. Les garde-frontières ne cachent pas leur stratégie de refuser l'entrée aux exilés, pratique dénoncée par les ONG. Ces refoulements illégaux "restreignent le droit de l'Homme fondamental de demander l'asile dans un Etat sûr. *"La Biélorussie n'est pas un pays sûr et on sait que les droits de l'Homme y sont gravement bafoués."* En dépit de ces accusations, la Première ministre lituanienne a annoncé que Minsk continuerait à appliquer sa politique de refus d'entrée. Le pays baltique compte même explorer des possibilités légales pour poursuivre cette tactique sans avoir à imposer un état d'urgence. Samedi dernier, les garde-frontières ont repoussé 125 migrants à la frontière : le nombre le plus élevé depuis le début de l'année.

ROYAUME-UNI

Ces derniers mois, les autorités britanniques ont sous-traité la **surveillance et l'interception des bateaux de migrants** dans la Manche à deux **sociétés privées**, payées au total 2,5 millions de livres (2,9 millions d'euros). Les deux entreprises en question : Aeolian Offshore a procuré des bateaux et des membres d'équipage pour aider les forces britanniques lors des interventions en mer auprès de bateaux de migrants. Trois bateaux (des catamarans de 24 mètres de long) sont censés effectuer – depuis juin et jusqu'en janvier 2023 - des shifts de 12 heures au départ de la ville de Ramsgate, dans le Kent, où débarquent les migrants qui traversent la Manche. Leur mission est de "repérer des bateaux de migrants et de récupérer les migrants trouvés". Ils doivent permettre de transporter "un minimum de 100 migrants", en plus des membres d'équipage et des Border Force. D'ordinaire, ce genre de bateaux ne prévoit pourtant qu'une quinzaine de places. CWind, doit toucher la somme de 564 000 livres (environ 650 000 euros) pour cinq mois. Malgré ces mesures, les arrivées de migrants sur les côtes anglaises n'ont jamais été aussi nombreuses ces dernières années, preuve de l'impuissance des mesures de dissuasion.

L'ONG **Medical Justice** évoque dans son dernier rapport, publié jeudi 1er septembre 2022, les conséquences d'une **expulsion vers le Rwanda** sur la santé mentale des demandeurs d'asile. Selon l'association, qui a étudié le cas de 36 personnes qui devaient être envoyées vers Kigali par le vol empêché du 14 juin dernier, la simple menace d'expulsion a eu un impact sur la santé mentale des exilés. Pour les femmes, hommes et jeunes suivis par l'association, dont la plupart viennent d'Iran, d'Irak, de Syrie, d'Érythrée, du Vietnam, d'Égypte ou d'Albanie, le parcours qui les a menés au Royaume-Uni, où ils venaient demander asile et protection, est déjà traumatisant. Sur les 36 demandeurs d'asile interrogés, 26 ont affiché des signes de torture avant leur arrivée au Royaume-Uni, 15 ont montré des symptômes de trouble de stress post-traumatique (SSPT) et six ont été victimes de la traite d'êtres humains. Depuis leur arrivée outre-Manche, 11 personnes ont eu des pensées suicidaires alors qu'elles étaient en centre de rétention. Une s'est automutilée et une autre a tenté de se suicider à deux reprises pendant sa détention. Et l'annonce d'une possible expulsion vers le Rwanda a ajouté un nouveau traumatisme à ces personnes fragiles. L'organisation estime que "le risque de suicide et d'automutilation a considérablement augmenté après qu'on leur a notifié qu'ils risquaient d'être envoyés vers le Rwanda." *"Selon nos médecins, certaines personnes étaient cliniquement considérées comme à haut risque de suicide quand elles ont été menacées d'expulsion"*. La menace d'une expulsion provoque chez les demandeurs d'asile de multiples troubles mentaux. Pour la totalité des personnes suivies par les médecins, *"la perspective d'un renvoi vers le Rwanda fait que les gens éprouvent de la peur, de la confusion et de l'incertitude quant à leur sécurité et une perte d'espoir"*, note Medical Justice qui estime que le gouvernement britannique a conclu *"un accord cruel et inadmissible"*. Une situation de détresse psychologique qui met en péril la prise en charge des demandeurs d'asile. "L'expérience de la peur constante pour leur avenir signifie que les personnes menacées d'expulsion vers le Rwanda se voient refuser un sentiment de sécurité, provoquant ainsi une détresse et exacerbant les problèmes de santé mentale. L'expérience d'une telle peur a un impact sur l'efficacité de tout traitement", pointe l'étude. La perspective seule d'un renvoi est déjà suffisante

pour impacter les personnes affectées, ajoute le rapport : "*Les gens ont subi ces préjudices (...) malgré le fait que les expulsions n'aient pas eu lieu. Cela met en évidence les dommages déjà causés*". Selon les témoignages recueillis par l'organisation humanitaire, pour les demandeurs d'asile, une expulsion vers le Rwanda, "*est similaire à une expulsion vers [leurs] pays d'origine, où [ils ont] fui la persécution*". Ce pays d'Afrique de l'Est n'est pas perçu comme un pays sûr par les demandeurs d'asile qui craignent aussi d'être renvoyés vers leur pays d'origine une fois arrivés. Selon l'association, les migrants reçoivent des documents uniquement en anglais et tous n'ont pas eu d'interprète pour leur détailler leur situation. Medical Justice cite "*un processus accéléré et peu clair, en proie à des lacunes procédurales*". Medical Justice, appelle à "la libération immédiate" de toutes les personnes visées par l'expulsion vers le Rwanda et "*l'abandon de cette politique*". "*Ne pas le faire, compte tenu des preuves médicales, signifie que les dommages que le gouvernement inflige sont prémédités*". De son côté, un porte-parole du ministère de l'Intérieur britannique a dénoncé un rapport qui "*présente un certain nombre d'inexactitudes et de fausses déclarations sur la politique*" mise en place. "*Personne ne sera relocalisé si cela n'est pas sûr ou inapproprié pour lui, et notre évaluation approfondie du Rwanda a révélé qu'il s'agit d'un pays fondamentalement sûr et sécurisé, qui a fait ses preuves en matière de soutien aux demandeurs d'asile*". Si le projet fortement controversé d'envoyer des migrants au Rwanda a pour l'instant été interrompu par une décision de justice, il doit être à nouveau étudié par la justice britannique le lundi 5 septembre 2022. Le jour même de l'annonce du nouveau Premier ministre britannique. Les deux candidats ont déjà promis de poursuivre cette politique.

<https://medicaljustice.org.uk/whos-paying-the-price-report-released/>

Mardi 6 septembre 2022, la très libérale **premier ministre** vient d'être nommée, au terme d'une campagne très à droite. Elle a promis, non seulement de poursuivre, mais **d'accélérer la mesure de l'ancien gouvernement contre l'immigration illégale** : les expulsions de migrants vers le Rwanda. La justice britannique a commencé lundi 5 septembre 2022, à examiner les recours déposés par des associations devant la Haute-Cour de Londres contre ce projet hautement controversé. La Première ministre entend également chercher d'autres pays qui accepteraient de prendre, à la place du Royaume-Uni, ces candidats à l'asile indésirables. La nouvelle ministre de l'intérieur (Fille d'un immigré d'origine indienne au Royaume-Uni), est sur la même ligne dure. Elle héritera, du dossier des milliers de migrants arrivant sur les côtes britanniques ; elle qui s'était présentée comme "*la seule capable d'arrêter les petits bateaux*" de migrants qui accostent sur les côtes anglaises. "*Nous avons un bilan dont je suis très fière*", avait-elle par ailleurs déclaré, en référence à la politique migratoire de l'île qu'elle semble juger généreuse. "*Que cela soit les Afghans, les Syriens, ou même les citoyens de Hong Kong, nous avons relogé et accueilli plus de 25 000 réfugiés depuis 2015.*" Mais il faut rappeler qu'en 2021, 28 000 migrants ont traversés la Manche, et ce sera encore beaucoup plus en 2022 ! Une fois arrivés sur ce territoire tant convoité, les migrants se trouvent confrontés à un système d'accueil complexe et opaque, voire déshumanisant. Au cours du processus de demande d'asile, nombreux sont ceux qui se retrouvent laissés dans l'incertitude, trimballés d'hôtel en hôtel à travers le pays, souvent sans être informés de leurs déplacements avant le dernier moment.

AFRIQUE

ALGERIE

Chaque mois, de nombreux véhicules chargés de migrants s'engagent sur les routes qui mènent au Niger. Objectif : reconduire dans le nord de ce pays sahélien ses ressortissants, entrés illégalement en Algérie. La première semaine de septembre 2022, 847 migrants, en majorité des Nigériens, sont arrivés dans le nord du Niger après avoir été refoulés d'Algérie : 40 femmes et 74 enfants non accompagnés font partie du groupe. "*Tous sont déjà arrivés à Agadez*", a indiqué la municipalité de la ville, et les mineurs "*sont déjà pris en charge*" par les services du ministère de la

Protection des enfants. Ces personnes pourront bénéficier de soins médicaux et de kits de premières nécessités. **Ces transferts vers le Niger par les autorités algériennes** sont très réguliers. Leur nombre a même augmenté ces dernières années : sur la seule période de janvier à mai 2022, 14 196 migrants ont été reconduits vers le Niger, contre 27 208 pour toute l'année 2021 et 23 171 en 2020, indique Médecins sans frontières. D'autres refoulements, officieux ceux-là, sont régulièrement organisés par les forces de l'ordre algériennes. Des ONG algériennes et internationales, dénoncent des arrestations arbitraires et des expulsions violentes de migrants originaires d'Afrique de l'Ouest et centrale. Les exilés sont interpellés dans le pays et transportés en bus ou en camions à la frontière avec le Niger. Avant le voyage, *"il est courant que les téléphones portables, l'argent liquide et tous les effets personnels [des passagers] soient confisqués"*, relate l'ONG Alarm Phone Sahara. Puis *"les gens sont chargés dans des camions à l'arrière desquels ils doivent rester pendant des heures, serrés les uns contre les autres [...] avec des réserves d'eau et de nourriture insuffisantes et sans possibilité d'aller aux toilettes, rapporte encore l'association. Des actes de violence par les forces de sécurité sont fréquents dans les centres de détention et aussi pendant le transport."* Au bout de très longues heures de route, les passagers sont ensuite déposés en plein désert. Les migrants doivent alors rallier par leurs propres moyens la petite ville nigérienne d'Assamaka, à 15km de là. Mais il se retrouvent alors livrés à eux-mêmes sans eau ni nourriture, et bien souvent sans outil de localisation, rendant le périple très risqué. *"Les témoignages de nos patients et leur état de santé physique et mental à leur arrivée dans nos structures sanitaires prouvent que ces personnes ont vécu des violences extrêmes au cours de leur expulsion des territoires algériens et libyens"*.

GUINEE

Le Club RFI Kankan, en Guinée Conakry, tente de sensibiliser les jeunes sur les **dangers de la migration clandestine**. Un atelier a été organisé en partenariat avec l'Organisation guinéenne pour la lutte contre la migration irrégulière (OGLMI). Ils ont insisté, avec des témoins à l'appui, sur les disparitions des migrants ainsi que les maltraitements infligés aux exilés sur la route. La région guinéenne de Kankan est touchée par de nombreux départs de jeunes. Proverbe : *"Il vaut mieux habiter dans un hameau qui t'appartient qu'être locataire d'un château"*

MAROC

La police marocaine a ouvert le feu dans la nuit de dimanche 11 à lundi 12 septembre 2022, pour empêcher une tentative de départ de migrants vers les îles Canaries. Le groupe était composé de 35 personnes, 29 Subsahariens et 6 Marocains, avec parmi eux, deux bébés et 15 femmes. **Une jeune femme** originaire d'Afrique subsaharienne **a reçu une balle dans la poitrine** et a succombé à ses blessures. Son corps a été transporté à la morgue de Laâyoune. Plusieurs personnes ont également été blessées. Cinq migrants ont été pris en charge à l'hôpital de Laâyoune dans un état grave, dont le fils du maire d'Akhfennir. *"Il a été touché d'une balle dans le dos alors qu'il essayait de s'enfuir. C'est intolérable de tirer sur des gens par derrière". "On a l'impression que la police a voulu tuer, sinon pourquoi ne pas tirer dans les jambes ou les pieds ?"*

OUGANDA

96 000 réfugiés ont fui vers l'Ouganda jusqu'à présent cette année et la réponse humanitaire est poussée jusqu'au point de rupture. Alors que les réfugiés de la République démocratique du **Congo** (RDC) et du **Soudan du Sud** continuent de fuir la violence et de **chercher la sécurité en Ouganda**, la réponse humanitaire est mise à rude épreuve, a alerté vendredi l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), relevant que ce nouvel afflux d'exilés provoque des « besoins énormes » et une « urgence silencieuse ».

https://news.un.org/fr/story/2022/09/1126771?utm_source=UN+News+-+French&utm_campaign=68d52de418-EMAIL_CAMPAIGN_2022_09_10_12_00&utm_medium=email&utm_term=0_0264da9d8f-68d52de418-107916625

SAHARA

Le Sahara est un vaste **cimetière d'inconnus**. Chaque année, des centaines de personnes disparaissent sur le chemin de l'Europe ou sur le continent même. Si la Méditerranée est connue pour être une des routes les plus meurtrières, d'autres lieux dont on parle moins sont aussi extrêmement

dangereux, comme le désert du Sahara. La Croix-Rouge a développé un site Internet, destiné aux disparus sur les routes de l'Europe. Cette plateforme est une base de données nous permettant de recenser le nombre de familles qui nous approchent pour ouvrir des demandes de recherche. Beaucoup de familles sont séparées aux frontières et perdent le contact à ce moment-là. D'autres se font voler leur téléphone ou l'égarer en chemin. Si les migrants n'ont pas conservé les numéros de téléphone de leurs proches, ils éprouvent de grandes difficultés à les joindre par la suite. Les familles peuvent ainsi rester sans nouvelles pendant des mois et déclarer leur disparition. Toutes les personnes portées disparues ne sont pas décédées. Certains migrants sont vivants mais on ne parvient pas à les retrouver ou à entrer en contact avec eux. On a déjà eu le cas surprenant de membres d'une fratrie séparés de longues années, alors qu'ils vivaient dans le même pays. Deux frères se cherchaient alors qu'ils habitaient en Allemagne, à seulement quelques kilomètres l'un de l'autre. Si on est interpellé par des policiers, on demande aux autorités - si on en a la possibilité - de rester en famille. Certains sont enfermés en détention sans moyen de contacter l'extérieur et perdent la trace de leurs enfants. Il y a des familles qui sont victimes. C'est très difficile car ces personnes ne savent pas si leur proche est mort ou vivant. Il faut savoir mesurer l'espoir des familles et comprendre que sans preuve ou sans corps, il est normal qu'elles continuent d'espérer. Pour les épauler au mieux, **la Croix-Rouge** apporte aux familles un accompagnement psycho-social. On met en place des actions juridiques en travaillant avec les autorités locales pour promulguer une loi qui reconnaisse la disparition et pour que la famille ait un statut. On apporte aussi un soutien financier, le plus souvent destiné aux femmes dont le mari a disparu et qui deviennent malgré elles les cheffes de famille. On organise également des groupes de parole pour permettre aux familles de se réunir et d'échanger sur leur expérience avec la présence d'un psychologue. On a conscience que tous les disparus ne sont pas retrouvés. Cependant, les familles ont le droit à une réponse et notre devoir est d'en formuler une. Mais sans le corps, la réponse ne peut être que partielle. En travaillant sur les événements, en croisant nos sources, on doit pouvoir apporter une réponse solide. C'est une responsabilité gigantesque d'annoncer la mort d'un proche sans fournir de dépouille. Les familles peuvent avoir confiance en nous car nous le faisons dans un but humanitaire.

TUNISIE

Le sort des réfugiés subsahariens reste précaire. Le pays n'a pas de loi sur l'asile ni de politique migratoire claire et de nombreux concernés se retrouvent coincés. Près de deux cents d'entre eux, venant de la région de Zarzis au Sud tunisien avaient entamé un sit-in du mois d'avril à juin devant les locaux du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, passant la journée et la nuit dehors dans des tentes de fortune à Tunis. Ils demandent à pouvoir bénéficier **du programme de réinstallation dans un pays tiers**, qui n'est applicable que pour très peu de réfugiés. Selon la représentation onusienne, seulement 1 % des réfugiés dans le monde ont bénéficié de ce programme l'an passé. Aujourd'hui, les réfugiés ont été logés dans un centre dans une banlieue de Tunis, mais leur situation reste incertaine.

À Zarzis, au sud de la Tunisie, le mardi 6 septembre 2022, **des mères de migrants disparus** en Méditerranée se sont rassemblées mardi **pour réclamer "la vérité" sur leurs fils**, qu'elles ont perdus depuis des années, parfois une décennie. Pour ces femmes, il s'agit de faire vivre la mémoire de leurs enfants qui ont entrepris la traversée de la Méditerranée avant de disparaître, dans des conditions inconnues. Il s'agit aussi de demander des comptes. *"Nous nous battons pour obtenir la vérité sur nos fils"*, affirme l'une des manifestantes et mère tunisienne en deuil, qui n'a plus de nouvelle de son enfant depuis 2011. *"Nous avons toqué aux portes des ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères. Nous avons organisé des sit-in. Mais nous n'avons pas obtenu de résultats. Comment les autorités tunisiennes peuvent-elles nous dire que nos fils ont simplement disparu ?"*, dit-elle à la plateforme d'urgence en mer Alarm Phone, qui se trouvait aux côtés de ces femmes mardi. Le rassemblement se déroulait 10 ans jours pour jours après le naufrage d'un bateau parti de Sfax avec 130 migrants. Seules 56 personnes avaient alors survécu à cette traversée vers l'Italie. Une décennie plus tard, beaucoup de questions demeurent quant aux nombreux disparus de cette embarcation. Depuis le début de l'année, 2022, 1 021 personnes sont mortes ou ont disparu en

Méditerranée centrale en tentant de rejoindre l'Europe, d'après des données de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). EN 2021, 1 533 avaient péri sur cette route migratoire.

*Dans la nuit de mardi 6 à mercredi 7 septembre, **trois migrants morts noyés ont été retrouvés en mer au large de Gabes, au sud de la Tunisie, a annoncé la gendarmerie. Ces personnes étaient portées disparues depuis plusieurs jours. Leur embarcation, qui tentait de rejoindre l'Europe, avait fait naufrage dimanche 4 septembre 2022, près des côtes tunisiennes. Les garde-côtes avaient secouru 15 exilés, qui avaient alerté sur la disparition de trois autres compagnons de route. En outre, deux passeurs présumés ont été arrêtés. Ces derniers jours, les tentatives de traversée ont été nombreuses depuis la rive tunisienne, à la faveur d'une météo clémente. Les autorités ont intercepté ou secouru quelque 500 personnes lors de plusieurs opérations menées depuis vendredi 2 septembre 2022.***

Jeudi 8 septembre 2022, après **le chavirage d'un bateau** au large de la ville de Chebba, dans le centre-est de la Tunisie, 14 passagers qui participaient à cette traversée ont pu être secourus, et 12 migrants tunisiens sont morts noyés.

26 tentatives de migration irrégulière par voie maritime ont été déjouées par la garde nationale samedi soir 10 septembre 2022. Au total, 426 exilés ont été secourus lors de ces opérations dont 140 originaires d'Afrique subsaharienne et 284 de Tunisie. Douze bateaux et seize moteurs ont également été saisis. En 2022, 20 018 migrants ont été empêchés de franchir les frontières maritimes, a indiqué le porte-parole de la Garde nationale : 12 466 ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne et 7 552 des Tunisiens.

La Tunisie est la première nationalité représentée par les migrants arrivés cette année sur les rives italiennes. Entre le 1er janvier et le 9 septembre 2022, sur les 62 815 personnes enregistrées, 13 318 étaient tunisiennes. Suivaient les exilés égyptiens (12 289) et les migrants bangladais (9 183).

En difficulté, la Tunisie compte aujourd'hui quatre millions de pauvres, sur une population de près de 12 millions d'habitants. Ainsi, dans l'espoir d'une vie meilleure, des hommes, des mineurs et des familles, qui pour bon nombre d'entre eux ont déjà épuisé les voies légales pour se rendre en Europe, prennent la mer direction l'Italie.

AMERIQUES

CUBA – USA

Les garde-frontières cubains et américains se sont réunis pendant deux jours à La Havane pour stimuler la coopération en matière de lutte contre les trafics et l'émigration clandestine. Une rencontre « technique » consacrée à l'immigration clandestine, au sauvetage en mer, aux trafics de personnes et de drogue a eu lieu. Cuba est confrontée à une vague d'émigration : plus de 177.000 personnes sont entrées aux États-Unis par la frontière mexicaine entre octobre 2021 et juillet 2022, selon les autorités nord-américaines. La grave crise économique que connaît l'île et les pénuries qui se multiplient expliquent notamment cette vague de départs. L'ambassade des Etats-Unis à Cuba a annoncé la semaine passée augmenter ses moyens de lutte contre l'émigration clandestine par mer, notamment en multipliant les patrouilles. « Les personnes qui tentent d'entrer illégalement par mer aux États-Unis et sont arrêtées, doivent s'attendre à être ramenées dans leur pays d'origine ou de départ », ont averti les autorités américaines. Selon La Havane, 4.162 Cubains ont été rapatriés des États-Unis depuis le début de l'année en vertu des accords migratoires de 1994-1995. Cuba et les États-Unis ont repris en mai 2022 leurs réunions sur les questions migratoires. Le consulat américain a alors rouvert. Des discussions lancées en 1994, mais qui avaient été suspendues pendant les quatre années de la présidence Trump.

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20220910-cuba-et-les-etats-unis-reprennent-leurs-discussions-sur-le-dossier-migratoire>

ASIE

LIBAN

Quatre mois après leur disparition, des **corps de migrants ont été retrouvés au fond de la mer Méditerranée**. Un sous-marin libanais a découvert les restes d'au moins sept personnes qui s'étaient noyées lors du naufrage du 24 avril 2022 à plus de cinq kilomètres du port de Tripoli, au Liban. L'épave a été retrouvée, mercredi 24 août 2022, à environ 450 mètres de profondeur. Toutes les vidéos prises par l'équipage du sous-marin seront désormais remises à la justice pour servir dans le cadre d'une enquête sur les causes de ce drame. Les recherches de ces dépouilles ont été rendues possibles, notamment, grâce à un don anonyme de 295 000 dollars ayant permis la location du sous-marin, un petit appareil pouvant accueillir trois personnes. Mais malgré les efforts, plusieurs migrants restent toujours portés disparus. Quant à l'épave, enfoncée dans la vase, elle sera très difficile à extraire du fond de la mer pour être ramenée à la surface.

Face à la crise, les départs de Libanais et de réfugiés syriens par la mer se multiplient. La plupart de migrants sont originaires des provinces du nord du Liban, dévastées par l'effondrement de l'économie libanaise qui a entraîné plus des trois quarts de la population dans la pauvreté. Le Liban accueille par ailleurs plus d'un million de réfugiés venus de Syrie.

TURQUIE

De nombreux réfugiés syriens vivant en Turquie craignent d'être renvoyés en Syrie, le président turc disant préparer le retour d'un million d'entre eux sur la base du volontariat. Par l'intermédiaire d'une chaîne lancée il y a six jours sur la messagerie Telegram et suivie par près de 70 000 personnes, les organisateurs de cette "**caravane de la lumière**" essaient de convaincre certains des 3,7 millions de réfugiés syriens vivant officiellement en Turquie de se joindre au convoi, afin de gagner l'Union européenne groupés. Le convoi sera divisé en groupes de cinquante personnes maximum, dirigés chacun par un superviseur. Les administrateurs de la chaîne appellent les candidats au départ à se munir de sacs de couchage, de tentes, de gilets de sauvetage, d'eau, de conserves et de kits de premiers secours. Selon l'un des organisateurs, un ingénieur syrien de 46 ans, réfugié en Turquie depuis neuf ans et qui souhaite rester anonyme, une partie des organisateurs de la caravane vivent déjà dans l'Union européenne. Le départ sera annoncé quand le moment sera venu de partir.

A VOIR – A LIRE - *TEMOIGNAGE*

Dans son dernier livre "**Les humbles ne craignent pas l'eau**" (Seuil/Sous-sol), le reporter de guerre Matthieu Aikins (New York Times Magazine) raconte sa fuite d'Afghanistan accompagné un ressortissant afghan sur la route vers Europe. Il se fait passer pour un migrant afin de vivre cette expérience au plus près, rencontrant les passeurs, se heurtant aux obstacles, expérimentant la peur d'être à quarante sur un bateau pneumatique et l'insalubrité des camps de Lesbos. Des moments de tension qui s'alternent avec de l'inaction, en attente dans les "planques" ou au camp de Lesbos.